26 Juillet 1946 — HEBDO — « PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » — Prix : 4 francs — N° 133

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

Editorial

Faisons le point...

par Jean MARCOUX

LE moment est venu de jeter un coup d'œil d'ensemble et de tirer quelques leçons de la façon dont la question des 25 % a été abordée.

Un premier fait s'impose à l'attention : le patronat n'a pas osé s'opposer de front à la revendication des 25 % ; finalement ses délégués ont accepté à la Commission nationale économique les propositions de la C.G.T.

La « souplesse » et la « compréhension » des délégués patronaux a une explication bien simple : le patronat sait la classe ouvrière capable de passer à l'action d'une façon décisive ; il sait que les réserves de lutte des masses laborieuses sont encore intactes.

Si, cependant, le patronat comprend bien qu'il ne peut à présent s'opposer de front à la classe ouvrière, il dispose d'un moyen détourné pour aboutir au même résultat : il fait intervenir comme un espèce d'arbitre entre lui et les travailleurs, l'Etat et le Gouvernement.

L'Etat, qui se proclame le « défenseur de la monnaie », intervient, tergiverse, rogne et finalement affirme qu'on ne pourrait accorder que 15 %. Sans être fort au courant de la politique, on peut se dire, après avoir écouté cette histoire : « Etrange arbitre que l'Etat ! Voilà, en vérité, un bon défenseur des patrons ! ».

En effet, l'Etat, c'est l'Etat des patrons ; c'est eux qu'il protège, c'est leurs intérêts qu'il défend.

Mais comment se fait-il que l'Etat et en l'occurrence, son gouvernement, aient le courage de faire ce que le patronat n'osait pas, c'est-à-dire s'opposer de front à la classe ouvrière et à ses revendications ?

Il ne faut pas être grand clerc pour le comprendre. Le Gouvernement tire toute sa force et son autorité du fait même que les représentants des grands partis se réclamant de la classe ouvrière; le Parti Communiste français et le Parti Socialiste, au lieu d'appeler les masses à se dresser contre l'Etat bourgeois, couvrent cet Etat en participant au Gouvernement aux côtés du Meilleur Rempart des Profiteurs.

⁂

TERGIVERSER, rogner et finalement accorder une quelconque augmentation de salaires réclamée par les masses, c'est quand même capituler devant les demandes de celles-ci, nous dira-t-on.

Attendez, bonnes gens ! Le patronat ne l'entend pas de cette oreille !

Avant même que l'inévitable augmentation destinée à empêcher la classe ouvrière de passer à l'action ait eu lieu, les prix ont accéléré leur course à la hausse.

L'Etat, ce prétendu « arbitre » et impartial « défenseur de la monnaie », qui sait parler si fort lorsqu'il s'agit d'empêcher une augmentation de salaires, s'affirme brusquement impuissant, lorsqu'il s'agit de s'opposer à la hausse des prix.

En réalité, là aussi le gouvernement bourgeois fait sa besogne : IL AIDE LE PATRONAT A FLOUER LA CLASSE OUVRIERE DE L'AUGMENTATION DES SALAIRES A LAQUELLE IL SE SAVAIT CONTRAINT.

⁂

SI l'on fait donc, dès à présent, le point de cette histoire des 25 % et de cette tentative de la classe ouvrière de relever son misérable niveau de vie, on peut comprendre clairement, comme nous l'avions, hélas, prévu :

La revendication des 25 % uniquement, est INSUFFISANTE. Une fois obtenue, une augmentation même de cet ordre est immédiatement épongée par une hausse généralisée. Pour que l'augmentation soit réelle et non fictive, il n'y a pas, dès à présent, d'autre solution que la lutte pour l'ECHELLE MOBILE et le CONTROLE OUVRIER SUR LES PRIX.

Si le patronat craignait qu'à chaque hausse des prix, les ouvriers lui imposent automatiquement une hausse des salaires correspondante, il regarderait à deux fois avant de pousser à la hausse des prix. Si, en outre, des Comités ouvriers dans les usines, des Comités de ménagères et de gagne-petit dans les quartiers, s'érigeant en COMITES DE CONTROLE DES PRIX à la production comme à la répartition, prenaient en main le contrôle des prix, la hausse serait jugulée.

Cependant, il n'y a pour nous aucun doute qu'à travers l'expérience des 25 %, ces conclusions ne fassent leur chemin dans la classe ouvrière.

En ce sens, l'expérience des 25 % sera la préface d'une nouvelle étape. C'est là que réside notre confiance.

DÉFI GOUVERNEMENTAL à la misère ouvrière

Le maquignonnage sur les 25 % continue

Les prix sont officiellement augmentés

Les travailleurs attendaient la revalorisation des salaires. Le Gouvernement a décidé l'augmentation des prix. Qu'importe que les gosses d'ouvriers crèvent de faim et de misère, il faut garantir le profit des patrons. D'ailleurs, les ouvriers savent être « patients » et s'ils sont trop nerveux, on les fera à nouveau se balader à travers les rues des villes. C'est pas dangereux et il y a toujours moyen de refroidir leur enthousiasme avec des discours à la Hénaff.

De Bidault au président Thorez en passant par Gouin, l'entente a été totale. En quelques minutes ils ont voté l'augmentation des prix. Qui avait osé parler de rupture du tripartisme ? Quelque journaliste en mal de titre à sensation. Nos ministres savent encore faire du bon travail : à partir du 1er août le lait coûtera 9 fr. et 11 fr., le 1er octobre; le pain vaudra 14 fr. le kilo, peut-être 16 si les subventions sont supprimées; les tarifs de chemin de fer seront relevés de 30 % pour les marchandises, de 10 % à 15 % pour les voyageurs, les prix du gaz et de l'électricité seront à nouveau majorés.

« Pas question d'augmenter les prix industriels, nous avons des divergences avec la Conférence nationale économique », a déclaré François de Menthon, porte-parole du gouvernement : « Nous ne voulons pas majorer les salaires de 25 % pour ne pas être obligés d'augmenter ces prix. »

Fontaine je ne boirai plus de ton eau ! les promesses de nos ministres sont aussi vaines que celles des ivrognes... D'ailleurs les prix en question n'ont même pas attendu les 25 % pour grandir.

C'est nous qui décidons

A la séance de clôture de la Conférence nationale économique, Georges Bidault y alla de son petit discours : « Je vous remercie d'avoir dépensé vos jours et vos nuits à faire avancer tant de problèmes délicats... mais je vous préviens, c'est nous qui décidons... pour les 25 % il n'y a rien à faire. »

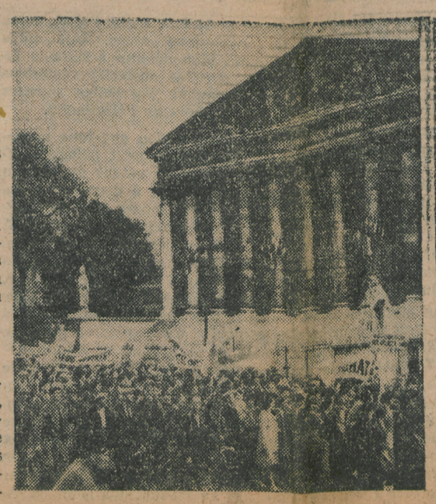
Trois semaines de salive perdue. Trois semaines de discours inutiles. Inutiles pas pour tout le monde, il est vrai. Les patrons ont mis ce temps à profit.

Préparer la riposte

Les patrons, et le gouvernement à leur solde, viennent de lancer un défi à la classe ouvrière. Sans aucune pudeur, ils piétinent les justes revendications des travailleurs. Les ministres socialistes n'essaient même plus de ruser, ils sont vautrés dans la collaboration. Les dirigeants staliniens sont plus adroits, ils manœuvrent en vue des prochaines élections. Mais s'ils voulaient réellement défendre les intérêts ouvriers, pourquoi n'appellent-ils pas les travailleurs à se mobiliser dans leurs usines et dans la rue pour imposer leurs revendications. Ces revendications où doivent figurer non seulement une augmentation suffisante (minimum vital : 7.400 francs par mois), mais l'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES, LE CONTROLE OUVRIER SUR LES PRIX, L'OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTE, SANS LESQUELS TOUTE REVALORISATION NE SERA QU'UNE DUPERIE.

Dans chaque usine, chaque atelier, chaque bureau, pour répondre au défi patronal, il faut DEPOSER LES CAHIERS DE REVENDICATIONS, IL FAUT PREPARER LA GREVE, il faut, comme ont fait les travailleurs de Besançon, s'organiser POUR ETENDRE LE MOUVEMENT A TOUTES LES USINES ET A TOUTES LES CORPORATIONS, dans la localité, dans le département, puis dans toute la France.

Michèle MESTRE.



A 200.000, ils exigeaient : « Nos 25 %. Blocage des prix. Epuration... »

Mais Frachon et Bothereau étaient là...

Un scandale

Des F.T.P. encore en prison !

Le Syndicat de la Batellerie Artisane, groupement corporatif pour la défense des intérêts professionnels, Bourse du Travail, à Douai (Nord), nous envoie la lettre suivante que nous publions volontiers:

Chers camarades,

Je me permets de vous écrire afin de vous signaler un nouveau scandale de la police bourgeoise. Voici en peu de mots l'histoire véridique de deux officiers F. T. P. toujours dans les prisons bourgeoises pour avoir commis le crime d'avoir fait justice eux-mêmes.

Jugez-en.

1) *Jean Kuchembuls fut arrêté en 1941 par la police française et remis en mains de la Gestapo, déporté à Buchenwald, il fut délivré, en mai 1945, par l'avance américaine. Rentré en France, la police française le réintègre en prison pour avoir abattu un policier français nazi (prétexte pour lequel il avait été envoyé dans le camp de la mort).*

2) *Désiré Laurent, commandant F. T. P. du secteur de Béthune abat, en novembre 1944, un ancien lieutenant de la L. V. F. Arrêté par la police française plus pressée de faire cela que de traquer les nazis.*

Ces deux officiers ont enduré et endurent encore les pires souffrances physiques, battus pour un oui ou pour un non.

Voici leur adresse :

Laurent, matricule 5363, chambre 643, bâtiment C 1er étage.

Kuchembuls J., chambre 641, B. 2, 1er étage.

Prison de Hauts-Clos, Troyes.

De tels procédés jugent un régime, la police bourgeoise pourrie à la solde du capitalisme ne pourra qu'être anéantie avec la destruction de l'Etat bourgeois.

Il serait bon que vous assuriez au nom de l'organisation ces camarades de notre entière solidarité.

A la suite de l'attentat de Nice contre Demazière

les lettres de protestations affluent à notre permanence

Montreuil, 19-7-46.

Camarade Secrétaire du P.C.I.,

J'ai lu l'agression des staliniens contre Demazière, à Nice. Quoique n'étant pas d'accord avec vous sur tous les problèmes, le Comité de vigilance socialiste révolutionnaire *(ancien membre du P.S.O.P.) se solidarise avec vous et proclame son dégoût devant des procédés aussi crapuleux.*

Tu pourras insérer ce communiqué dans La Vérité.

Salut socialiste.

Pour le Comité de V.S.R.,
SNACKEN.

≋ ≋

Montluçon, 20-7-46.

Camarades,

J'ai appris que le vendredi 12 juillet, à Nice, le camarade Demazière a été attaqué, à la réunion du rayon, par le Parti communiste français. Je souhaite son rétablissement le plus tôt possible. J'ai été écœuré d'un tel fait, car cela me rappelle les luttes anciennes, quand il existait un syndicat de mécaniciens réformistes. A plusieurs reprises, dans la ville où j'étais, nous avons fait un syndicat de métallurgistes qui était révolutionnaire. Nous avons été attaqués de même. On ne voulait pas nous donner de salle à la Bourse du Travail, de même quand nous avons formé le Comité 3e Internationale.

Je constate que chaque fois que l'on veut lutter pour faire un avenir meilleur, que l'on défend la classe ouvrière et l'éduque dans la bonne voie, on trouve toujours sur notre chemin des gens qui prétendent avoir le monopole de la vérité ou, plutôt, qui n'aiment pas entendre la vérité.

Sommes-nous revenus au temps de l'Inquisition ?

KILISKY.

≋ ≋

Saint-Nazaire, le 21 juillet.

La section syndicale (C.G.T.) des ateliers Bastian,

au Comité central du P. C. I.

Chers camarades,

La section syndicale (C. G. T.) des ateliers Bastian, à Saint-Nazaire apprend avec indignation l'inqualifiable attentat dont vient d'être victime, à Nice, le camarade Desmazière, membre du Comité central du P. C. I. et qui fut en 1942, condamné aux travaux forcés à perpétuité par les sections spéciales de Vichy.

Notre section syndicale proteste énergiquement contre ces actes odieux, accomplis par les nervis staliniens du P. C. F., au service du patronat.

Assure le camarade Desmazière de sa sympathie agissante et salue le Comité central du P. C. I. pour la lutte qu'il mène en faveur des travailleurs.

Pour la section syndicale,
RIVALLAND.

≋ ≋

Bien cher camarade,

Je vous prie d'insérer dans La Vérité *ma protestation la plus énergique contre l'odieux attentat stalinien envers la personne du révolutionnaire Desmazière.*

Cette sauvage agression montre que la différence entre nationaux socialistes et nationaux communistes n'est pas énorme.

Contre le fascisme, contre le stalinisme : Unité de classe, Unité révolutionnaire.

Vive le drapeau rouge. Vive la Révolution mondiale.

Charles SASSE.
délégué ouvrier, Vosges.

≋ ≋

Chers camarades,

C'est avec la plus grande indignation que j'apprends dans La Vérité, *du 19 juillet 1946, l'ignoble attentat dont fut victime Demazière, membre du C. C. du P. C. I. Les manœuvres staliniennes sous l'impulsion d'une bureaucratie rigide et aveugle nous rappellent on ne peut mieux les « tristes exploits des SS.*

Faut-il s'en étonner ?

Hélas ! nombre de travailleurs ne voudront y croire ou penseront que c'est bien ainsi puisque les Trotskystes sont des hitlériens !!!

Mais la conclusion de celui qui réfléchit, de celui pour qui, être révolutionnaire, c'est être avant tout, contre la collaboration des classes, se résumera en ces quelques mots : « L'ardeur du P. C. I. s'affirme, la vérité se dévoile progressivement dans la classe ouvrière et voilà pourquoi les staliniens déchaînés usent des systèmes de calomnies et en dernier ressort, de coups de force. Ceci doit être pour le P. C. I. un encouragement, et chers camarades, vous l'aurez compris mieux que moi.

Salutations communistes.

Signé : Illisible.

T. P. L. (Journaliste).
Le Saut-de-la-Cuve, le 20-7-1946.

A chacun ses 25 %...

« Liberté et Egalité en toute Fraternité »

Une enquête sur la viande

De la viande aux Halles, mais pas dans les boucheries.

Le projet Yves Farge c'est le marché noir légal

par Maurice FELZEN

CETTE semaine encore pas de viande ! C'est ce que m'a dit une ménagère en quête de provisions pour sa famille.

« 100 grammes de charcuterie pour un homme qui travaille dur, des enfants qui ont besoin de grandir, c'est vraiment trop peu. »

Il y a pourtant de la viande, on écrit partout que le cheptel d'avant guerre est reconstitué. *Oui, peut-être, mais ce sont les innombrables restaurants du marché noir qui en profitent et aussi tous ceux qui peuvent en acheter au prix fort. Ah oui ! pour ceux-là, il y en a ; tenez, mes patrons n'en manquent pas !*

De la viande, il y en a.

Voyons un peu ce qui se passe au grand marché aux bestiaux de la Villette, à côté des abattoirs. Lundi matin, jour de vente. Peu d'arrivages ! Et pourtant, m'explique un employé du marché, tout n'est pas vendu : « Ici, la taxe n'existe pas. » Par exemple, ce bœuf d'excellente qualité, personne ne veut l'acheter : trop cher !

— Est-ce vrai que le cheptel est reconstitué ?

— De la viande, il y en a, à n'en savoir que faire, on a fait le plafond cette année.

— Alors, où passe-t-elle ?

— Vous savez, elle se vend quand même ! Si ce n'est pas à 100 francs le kilo, c'est au marché noir. C'est très bien organisé maintenant.

Le projet Farge, c'est le marché noir légal.

— Que pensez-vous du projet du ministre du Ravitaillement ?

— Bien simple. Il a pris le goupillon, et a baptisé le marché noir marché légal ! Tout d'un coup on augmente le prix de la viande de 250 %. Vous comprenez, il n'y aura rien de changé. Ce sont toujours les mêmes qui mangeront, les pauvres les travailleurs auront les bas morceaux.

Lutte contre le marché noir ?

Comme on le voit, le projet Farge ne rencontre pas beaucoup d'adeptes. Lors de la constitution du gouvernement Gouin, Yves Farge avait décliné le poste de ministre du Ravitaillement, parce qu'il n'avait pas obtenu l'application de la peine de mort pour les affameurs.

L'a-t-il obtenue avec Bidault ? « En Amérique, disait-il récemment, je n'ai vu à propos de la France que des reportages sur le marché noir. C'est là-bas que j'ai appris qu'il y avait à Paris 1.000 restaurants du marché noir à 1.000 fr. le repas », et il ajoute le plus sérieusement du monde : « je fais enquête à ce sujet. » Depuis qu'il est ministre, il se comporte en « ministre ». Pour la peine de mort pas question. « D'ailleurs, ajoute-t-il, je suis d'accord à ce sujet avec le ministre de la Justice, M. Teitgen. »

Maintenant, on a compris.

Ainsi Yves Farge a fait plus de bruit que de mal. Il continue la lignée de nos ministres du Ravitaillement sans apporter aucune amélioration. Les travailleurs commencent à perdre patience devant la hausse constante des prix, devant leur pouvoir d'achat ridiculement bas.

Pour assurer un ravitaillement décent, il faut mener une lutte acharnée contre les trafiquants du marché noir. Il faut relever les prix aux producteurs. Il est nécessaire de supprimer les nombreux intermédiaires et chevillards qui touchent de grosses prébendes. Il faut créer des coopératives et des mutuelles agricoles qui, en accord avec les petits commerçants, assureront le ravitaillement.

Les calomniateurs en déconfiture

LE 5 juillet 1945, le sieur CHOURY écrivait dans la Gironde populaire, organe du P.C.F., que le soi-disant « P.C.I. avait été créé par la Gestapo pour jeter la confusion dans les masses populaires », et cela quelques jours seulement après que votre responsable régional, René CHAUVIN, soit retourné des camps de déportation nazis.

Nous attaquions immédiatement CHOURY et la Gironde populaire en diffamation. En janvier 1946, le tribunal correctionnel de Bordeaux condamnait le sieur CHOURY à 1.000 francs d'amende et 1 franc de dommages-intérêts pour injures et diffamations. Dans le numéro du 30 janvier de la Gironde populaire, CHOURY réitérait ses calomnies ignobles et grotesques, et ajoutait : « La cour d'appel devra dire bientôt si elle approuve de telles pratiques. »

Or la semaine dernière, le 16 juillet exactement, la cour d'appel de Bordeaux siégeait et devait se prononcer sur l'appel interjeté par le SIEUR CHOURY LUI-MEME, mais elle a purement et simplement confirmé le précédent jugement rendu contre lui, CAR IL A VOLONTAIREMENT FAIT DEFAUT.

Ainsi ces messieurs insultent, calomnient, se voient condamner — car il leur est naturellement impossible d'apporter l'ombre d'une preuve — font appel de leur condamnation pour poser à l'honnêteté outragée et ne se présentent pas aux audiences. Leur dérobade est bien compréhensible, et tous les travailleurs en tireront les conclusions qui s'imposent.

Retenez bien ceci, messieurs les bureaucrates calomniateurs et matraqueurs, nous n'avons pas l'intention de vous laisser répandre vos saletés. Nous vous poursuivrons toutes les fois qu'il le faudra malgré nos préférences révolutionnaires pour la discussion démocratique, à laquelle vous vous dérobez aussi en faisant assommer nos militants.

Et vous, Monsieur BOSSUS, bien que vous ne soyez pas pressé, votre tour viendra D'APPORTER DES PREUVES au Tribunal de la Seine.

DÉPEÇAGE ou UNITÉ de l'Allemagne ?

DANS quelques jours, s'ouvre à Paris une nouvelle Conférence de la Paix au cours de laquelle 21 nations seront appelées à s'entendre sur les projets de traités préparés par les « Quatre » pour les satellites de l'Allemagne.

Ce qui domine les rapports entre les « Quatre » et, par suite, la situation internationale, c'est l'attitude envers l'Allemagne. La récente conférence de Paris a, sur ce point, été un échec ; les Américains prennent l'initiative, pour tenter de mettre en application la déclaration faite par Byrnes, à savoir un essai d'union économique des zones d'occupation par ceux qui veulent bien s'entendre à ce sujet avec les Etats-Unis. Moins d'un an après cette conférence de Potsdam, commencée par Churchill et terminée par Attlee, les accords qui y furent signés s'effondrent. Le général Mac Narney a transmis la proposition Byrnes au Comité de contrôle de Berlin. Les Anglais sont, en principe, assez d'accord et ont commencé la mise à l'étude d'un programme de production afin d'exporter de leur zone, mais ils ne veulent pas emboîter le pas séance tenante aux Américains. Les Français sont dans l'embarras, mais il est difficile de voir ce qu'ils pourront faire d'autre que suivre, tout en ménageant les apparences diplomatiques.

La diplomatie soviétique se trouve incontestablement dans une position difficile, sur le plan de la lutte de puissance où elle se tient depuis tant d'années. Elle ne peut trop ouvertement s'opposer à une reprise de l'économie allemande ; elle craint que s'appuyer sur le prolétariat, respecter la propriété capitaliste et essayer de faire un équilibre des classes à la façon de l'Europe orientale est une tâche dangereuse en Allemagne. Quant aux criailleries des staliniens français pour le charbon de la Ruhr, elles seront sans grande portée.

Les projets américains, on s'en doute, ne sont pas le produit de la philanthropie. Le gouvernement militaire américain vient d'annoncer la mise en vente (autorisée par une commission des représentants des « Quatre ») de trente-cinq usines du cartel des colorants allemands, l'I. G. Farben. Qui l'achètera ? La dépêche annonce « qu'aucune personne ayant été employée à l'I.G. Farben ne sera autorisée à se porter acquéreur ». Ce ne sont pas les prolétaires allemands qui gagneront quelque chose à cette vente : ils ne feront que changer de maîtres, et ce n'est encore pas trop sûr.

Ayant succombé dans sa lutte pour l'hégémonie mondiale, l'Allemagne capitaliste se trouve devenir le champ clos des rivalités nouvelles. Sur ce terrain, l'U.R.S.S. se trouvera inévitablement coincée, car le capitalisme se tournera vers le capitalisme. Le salut de l'Europe réside actuellement dans une lutte pour aider les travailleurs allemands à se libérer de tous les gouvernements militaires qui ont succédé à la dictature hitlérienne. C'est sur les travailleurs de tous les pays d'Europe, plus particulièrement des pays « vainqueurs », que reposent de lourdes responsabilités. Laisser le prolétariat allemand sous la botte des généraux américains, anglais ou soviétiques, divisé en deux, trois ou quatre zones, c'est permettre au militarisme qui fut tout-puissant pendant la guerre, de continuer ses méfaits dans tous les pays.

Pour un travailleur, quelle que soit sa nationalité, il n'y a pas de solution dans les mesures proposées par les Américains ou dans celles proposées par la diplomatie soviétique. L'Allemagne, son industrie encore formidable malgré les destructions, peut produire pour elle et pour toute l'Europe, mais à une condition : que les travailleurs allemands puissent s'exprimer et s'organiser librement. Ils n'ont à présent aucun intérêt à produire pour des conditions d'existence plus misérables que jamais. En imposant l'évacuation de tous les territoires par les troupes d'occupation, en imposant la libération des prisonniers de guerre que l'on continue d'utiliser comme main-d'œuvre à très bon marché, les travailleurs des pays « vainqueurs » aideront les prolétaires allemands à se libérer.

Pierre FRANK.

L'AJISTE PUR
en proie au Trotskysme

IL existe dans le Mouvement des Auberges de la Jeunesse un certain type d'usager qui se nomme « ajiste pur ». Est-il végétarien, nudiste, irréprochable dans ses mœurs, franc, gai, intrépide, le cœur sur la main, la main au porte-monnaie ? Parfois...

Mais toujours l'ajiste pur a horreur de la politique. Voilà la source de tous ses maux.

Il souhaite que les vagues furieuses des tempêtes politiques viennent se briser sur son îlot de pureté.

Il s'imagine volontiers debout sur les rocs, bravant les mugissements des flots (politiques) et les ouragans (non moins politiques).

Aussi conçoit-on sans peine que la fureur de l'ajiste pur soit à son comble quand l'avant-garde le désigne du doigt et lui dit « trotskyste » !

Sa colère s'apaisant, l'ajiste pur se dit :

« Peut-être m'a-t-on confondu avec un vrai trotskyste ? »

Il regarde autour de lui. Il aperçoit un U.J.R.F., un socialiste, un anarchiste, et son cœur saigne à voir tant d'impurs ! Puis il voit un trotskyste.

Alors il crie bien fort, et le désignant : « Attention, il est là ! Ce n'est pas moi ! »

Puis il demande au trotskyste d'être « intelligent », de ne pas « marquer le mouvement », d'« être doux comme un mouton », de « rugir aussi doucement que la colombe ».

Mais rien n'y fait. Les *Cahiers du Communisme* paraissent avec ces signes fatidiques : « Le M.L.A.J. est un mouvement hitléro-trotskyste ».

L'ajiste pur cherche alors si le trotskyste ne « noyautait » pas effectivement. Il cherche... et ne trouve pas, cruel embarras, cas de conscience.

Ainsi flotte ça et là la frêle embarcation de l'ajiste pur bâtie non pour les tempêtes de la vie mais pour les grands lacs tranquilles du rêve.

Mais qui attaque l'ajiste ?

Si toutefois, l'ajiste pur voulait bien ajouter à ses innombrables qualités l'intelligence, il comprendrait. Il comprendrait que, quand on veut tuer son chien, on l'accuse de rage et que ceux qui veulent tuer le M.L.A.J. lui collent l'étiquette « trotskyste », ce qui est pour eux synonyme de rage.

Il comprendrait aussi pourquoi certains ne peuvent tolérer la présence d'une organisation telle que le M.L.A.J.

Et cette raison est simple : le M.L.A.J. est un mouvement démocratique au sein duquel les jeunes se gouvernent eux-mêmes.

La bourgeoisie s'en inquiète.

Le stalinisme aussi.

La première croit pouvoir disposer du chantage dissimulé que constituent les subventions. Elle lance ses organisations de « gauche » qui font « risette » au M.L.A.J. Dans cet ordre d'idées l'adhésion du M.L.A.J. à la ligue de l'Enseignement, adhésion qui vient d'être acceptée, tout en comportant des avantages indéniables, doit réclamer de tous les ajistes une très grande prudence.

Le stalinisme n'est pas moins acharné contre l'« indépendance » du mouvement ajiste. Depuis les tentatives de noyautage intérieur jusqu'à la création d'une association ajiste concurrente, en passant par l'exclusive de certains syndicats contre les ajistes, que de moyens ont été mis en œuvre, qui jusqu'ici n'ont pas réussi !

Le M. L. A. J. doit se défendre

En dehors de ces activités normales, le M.L.A.J. doit s'attacher avant tout à la mise sur pied de caravanes ainsi qu'à la construction et à l'aménagement de nombreux relais ; ce qui lui assurera une indépendance vis-à-vis des bonzes de l'U.F.A.J.

Organisation de loisir des jeunes travailleurs, le M.L.A.J. doit à la fois maintenir son indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie et sa démocratie intérieure. Il doit s'inscrire dans une perspective de lutte de classes et, pour cela, participer notamment, sans réserve, au Front laïque de la Jeunesse antifasciste au sein duquel doit se trouver la J.C.I.

Le M.L.A.J., toutefois, n'est pas une organisation politique. Les jeunes travailleurs de toutes tendances doivent y jouir de la totalité des droits conférés par les statuts aux adhérents. Le M.L.A.J. ne peut avoir de programme politique.

Une telle définition indique bien que le « plumage de la volaille » ou noyautage ne nous intéresse pas. Nous laissons cela à l'U.J.R.F. Nous sommes assurés que dans une association gérée démocratiquement, les jeunes ne peuvent que devenir révolutionnaires.

Mais il est non moins clair que cette position, qui fait toute la valeur du M.L.A.J., doit être défendue avec becs, griffes et ongles. Le mouvement ajiste n'est pas automatiquement progressif. Il peut être réactionnaire (Etats-Unis) ou même fasciste comme dans l'Allemagne hitlérienne après 1933.

Antitrotskysme réactionnaire

C'est pourquoi tous les ajistes doivent lutter pour préserver la démocratie intérieure de leur mouvement, pour empêcher toute intrusion ou contrôle bureaucratique, pour conserver au mouvement sa valeur.

Ceux des membres de la J.C.I. qui sont aussi ajistes ne failliront pas à leur tâche. Dans le passé, ils ont été des défenseurs acharnés du mouvement à des périodes où certains se cachaient sous les tables. Ils continueront en agissant dans le respect de la démocratie du M.L.A.J. et de ses statuts. Mais ils s'opposeront à toute compromission.

« Ajiste pur », toi qui as peur de ton ombre, prends garde ! A force d'antitrotskysme, honteux paravent de tes compromissions, tu finirais par perdre ce que ton « opportunisme », qui se croit habile, veut sauvegarder.

L'ajisme se préservera par la lutte.

Marc PAILLET.

L'A.B.C. du COMMUNISME

ÉDUCATION révolutionnaire

« Pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. »

L'action révolutionnaire demande la connaissance de la théorie et entraîne la nécessité de l'éducation révolutionnaire. De tout temps, la bourgeoisie s'est efforcée de donner aux masses une éducation conforme à ses intérêts et propre à les maintenir sous sa domination.

C'est en dehors de la bourgeoisie et contre elle que les masses ont dû s'organiser pour la défense de leurs intérêts et leur émancipation. Il en va de même pour leur éducation.

Au fur et à mesure que les partis ouvriers traditionnels, tombés dans l'opportunisme, ont défendu les intérêts de la bourgeoisie, ils ont abandonné leur tâche d'éducation révolutionnaire. Mais le plus grave est que tout en insufflant aux masses une éducation inspirée de l'esprit bourgeois, ils l'habillent de phrases marxistes. Prenant la lettre, mais trahissant l'esprit, ils ne se contentent pas de répandre des idées fausses, ils déconsidèrent la théorie révolutionnaire.

C'est ainsi qu'on peut voir Maurice Thorez utiliser, pour les besoins de la cause, des fragments de la théorie marxiste de la plus-value pour justifier la hausse des salaires en oubliant ce qui, dans cette même théorie, condamne le travail au rendement. On est également effrayé quand on voit les cours élémentaires du militant du P.C.F. où l'on oublie de parler du « Manifeste communiste » et de la lutte des classes.

Le marxisme est une méthode d'analyse qu'on ne peut enseigner en en donnant au hasard des extraits pour les besoins d'une cause qui ne s'inspire pas de ses principes. Notre Parti qui est le seul à mener une politique basée sur la théorie marxiste peut se permettre de l'enseigner sans la dénaturer.

C'est pourquoi nous aurons dans notre journal une rubrique d'éducation. Le peu de place dont nous disposons ne nous permettra pas de traiter à fond tous les problèmes. Nous n'avons pas la prétention de donner ici un enseignement complet de la doctrine. Cette rubrique ne pourra qu'aider les camarades qui veulent s'éduquer en leur fournissant un plan de travail, en déblayant le terrain par la mise en évidence des traits fondamentaux de la théorie. Elle devra être complétée par un travail personnel de lecture et de discussion.

Nous indiquerons à la fin de chaque chapitre quelques livres peu nombreux, les plus accessibles et de préférence réédités depuis la guerre. Nous encourageons vivement nos lecteurs à se les procurer et à travailler personnellement et nos groupes d'adhérents et de sympathisants à faire de cette rubrique la base de leur éducation collective.

Chacun doit se mettre au travail pour donner à la Révolution les combattants conscients et solidement armés dont elle a besoin.

Mathias CORVIN.

On nous écrit

Plus la politique de notre Parti rencontre un écho grandissant dans les masses travailleuses, plus la calomnie stalinienne se fait violente et mensongère. Les militants qui rejoignent nos rangs n'échappent pas aux flots d'ordures que leur lancent les bureaucrates appointés du P.C.F.

Notre Parti mène une campagne sans défaillance contre les calomnies. Pour mener à bien cette campagne le Parti Révolutionnaire a besoin de vous, ouvriers, paysans, ménagères. Adhérez au P.C.I.

★

● De St-Brévin-les-Pins, le 10-7-46.

Chers camarades,

Ancien secrétaire de la section de Saint-Brévin (Loire-Inférieure) du P.C.F., je viens d'adresser à ce parti ma démission, écœuré par sa politique de collaboration de classes et de reniement de l'internationalisme prolétarien.

Fives-Lille, le 9-7-46.

Camarade,

Lecteur assidu de la Vérité, *partageant sur beaucoup de points de vue les idées du P.C.I., sauf sur les questions de participation au parlementarisme bourgeois, je vous envoie copie de ma lettre de démission à Thorez, secrétaire du P.C.F. Adhérent au P.C. depuis 1928, j'estime que le compromis politique du P.C.F. est une véritable trahison envers la classe ouvrière.*

J'autorise le journal La Vérité *à publier ma lettre si ton parti le juge utile.*

Pour l'action directe contre nos exploiteurs, je s[illegible] à toujours prêt à épauler tes militants.

Reçois, camarade, une fraternelle poignée de main et toute ma sympathie pour ton action internationaliste.

LAUREYNS Georges.

Pourquoi les vieux travailleurs sont-ils hors la loi ?

Un vieux travailleur nous écrit :

N'est-ce pas traiter les vieux travailleurs en parias, en ne leur accordant qu'une allocation au lieu d'une retraite ?

Et cette aumône est, tenez-vous bien, de 10.800 *francs, soit* 29 *fr.* 58 *par jour ! Dans les villes de moins de* 5.000 *habitants, elle n'est plus que de* 8.200, *soit* 25 *fr.* 20 *par jour.*

Ma section des V. T., forte de 150 *membres pour une commune de* 1.450 *habitants revendique hautement une retraite qui ne soit pas une aumône et qui soit égale pour tous. Mais en haut lieu, on fait la sourde oreille.*

J. BARBIER

Tu ne seras plus député

Compte rendu de la chambre : Daladier... les communistes traitent de Gaulle et de Larminat de réactionnaires et de colonialistes. Un (nous disons un) communiste applaudit. Vives protestations sur de nombreux bancs). Alors « Un », pas moyen de se tenir et de savoir discerner les moments où il ne faut pas applaudir !

Brr... la révolution, Monsieur.

Il fut un temps où le seul nom de socialisme évoquait pour la partie la plus « éclairée » de l'opinion des «partageux» coupeurs de vaches en quatre. Histoire d'effrayer les ministres et de les mener dans la voie des réalisations rapides, sans doute, Franc-Tireur, *du 17 juillet, parlant justement des vaches, écrit que « si l'accord est impossible sur la viande et si aucune règle ne peut être imposée, aucun accord ne se fera jamais et la France courra droit à la révolution ». Conclusions S. V. P. ? Il faut des vaches pour empêcher la révolution ?... Mais si cela est si simple, le problème de la révolution, réflexion faite, nous voulons bien nous priver encore un moment de bifteck !!! Sans aucun mérite, d'ailleurs, nous sommes tellement entraînés depuis quelques années !!! Si Paris vaut une messe, la révolution vaut bien quelques biftecks...*

Il n'y a plus de champagne sur la Côte d'Ivoire

Il paraît que les noirs ont pris au sérieux les promesses de citoyenneté et ne veulent plus rien foutre. *Ce sont du moins les colons qui l'expliquent à un envoyé spécial de* Combat.

Ces braves colons évitent pudiquement d'expliquer comment ils s'y prenaient pour conserver leur personnel, avant guerre.

Ah ! ils regrettent le bon temps. On en vidait des bouteilles de champagne. *C'était juste, pas vrai ? C'est par leur énergie que notre magnifique empire s'est créé. (Ici, petit air de* Marseillaise).

« Energie ? ». Hum... Pour faire suer le burnous, oui.

Mais aujourd'hui, les noirs ne veulent plus rien foutre, nous n'avons plus qu'à retourner en France.

Curieux cela, n'est-ce pas ? Quand les noirs arrêtent de travailler... « l'énergie » des colons disparaît en même temps.

C'est fini... Plus de champagne, plus de cravaches, plus de colons, plus d'esclaves. La Côte d'Ivoire se meurt...

Les noirs vont peut-être pouvoir recommencer à vivre.

P.-S. — Petit avis aux colons. Il y a du boulot dans le déminage en France.

Une provocation trotskyste ?

Un « boche » nommé Grottewohl écrit dans un journal de la zone d'occupation soviétique : « Molotov envisage une Allemagne indépendante et prospère qui soit un puissant facteur économique dans le monde. » Et le même Grotewohl, qui est chef du parti unifié constitué avec l'appui des militaires soviétiques, annonce... le retour de 120.000 *prisonniers allemands.*

Ils ont l'air malin maintenant, les « communistes » français, qui ont répété comme des perroquets, depuis deux ans, que les trotskystes étaient pour le relèvement de l'Allemagne. Mais il subsiste quand même une « petite » différence entre Molotov et nous : c'est que, pour nous, une Allemagne indépendante ça veut dire une Allemagne communiste, dans une Europe communiste.

POUR LA PROPORTIONNELLE INTÉGRALE

Bonne politique ou beaux Messieurs ?

L'OFFENSIVE contre la proportionnelle se poursuit. Après le parlement, après la presse, l'agitation dans les masses, le P.R.L. a décidé de porter la question devant le pays, en organisant une « journée pour la liberté de l'électeur » au cours de laquelle se dérouleront des réunions dans les plus grandes villes de France. Nous aurons l'avantage de revenir sur cette initiative. Mais ces messieurs et leurs complices radicaux trouvent dans leurs campagnes des alliés pour le moins étranges. Le 9 juillet l'*Aurore* qui, en quelque sorte s'est fait le chef d'orchestre de la campagne de presse exultait: Le conseil général de l'Yonne ne venait-il pas à l'unanimité de voter une résolution abondant dans son sens ? Or, ajoutait l'*Ordre*, « Il y a bien dans l'Yonne des conseillers communistes et socialistes. Il y en a même beaucoup dans ce département « avancé » ! Et le 18 juillet les cris de joie de l'organe radical se haussaient d'un ton. Cette fois le camp du scrutin uni-nominal à 2 tours s'était renforcé de ...la Fédération socialiste S.F.I.O. du Nord. Ralliement qui bien entendu se faisait au nom du droit « sacré » du droit « souverain » de l'électeur qui paraît-il actuellement peut choisir seulement le Parti mais non pas l'élu.

Nous ferons tout simplement remarquer que lors d'un scrutin uninominal les candidats sont bien désignés par les différents partis et par personne d'autre. Nous ne voyons pas où est l'avantage sinon celui fort peu avouable et avoué de combines que nous avons dénoncées dans notre précédent numéro. Nous ne voyons d'ailleurs pas comment il pourrait en être autrement. Si dans le cadre de la proportionnelle un système de vote préférentiel qui n'altère en aucune façon le caractère de ce mode de scrutin peut permettre à l'électeur de marquer sa préférence entre les candidats d'une même liste, nous ne voyons pour notre part aucun inconvénient à ce qu'il soit appliqué, bien au contraire, mais ce que nous ne pouvons tolérer c'est que l'on essaie de substituer le choix des personnes au choix décisif d'une *politique*. Comment mettre fin à la hausse continuelle des prix ? Comment assurer un salaire minimum vital et un ravitaillement suffisant ? Comment chasser le danger de guerre persistant ? Ce sont les réponses à de telles questions qui doivent déterminer le choix de l'électeur. Et il ne s'agit pas ici de la bonne volonté ou de la capacité des uns ou des autres, mais bien du programme et des méthodes propres à le réaliser.

Que dans une période ou les solutions des différents partis n'ont jamais été aussi proches les unes des autres, ceux-ci seront particulièrement tentés de substituer autant que faire se peut le débat sur les personnes au débat politique. Nous les comprenons fort bien. Et que cela soit encore plus vrai pour l'âne de Buridan S.F.I.O. coincé entre le M.R.P. et le P.C.F., nous le comprenons aussi. Mais nous sommes bien décidés à faire la lumière sur les objectifs véritables que masquent les belles phrases sur le « choix de l'électeur ».

Remarquez bien que tous ne savent pas si l'on peut pousser l'offensive jusqu'au retour du scrutin d'arrondissement à deux tours. Le P.R.L. semble penser que c'est prématuré. Les dirigeants de la S.F.I.O. du Nord n'en sont pas certains, aussi à défaut se contenteraient-ils du panachage. A leur avis donc, l'électeur pourrait être appelé à voter à la fois pour des candidats des deux partis, c'est-à-dire en principe appelé à se prononcer simultanément pour deux politiques. Etrange électeur à qui l'on veut étrangement faire du bien. Mais les tentations de la Fédération socialiste montrent bien la réalité. Tous ceux qui repoussent la proportionnelle intégrale, c'est-à-dire tous ceux qui mettent au second plan le chaos politique de l'électeur sont en réalité des arrondissementiers honteux.

Ce mode de scrutin appliqué en 1936 faisait pourtant que en Seine-et-Oise, les voix de Corbeil valaient cinq fois moins que celles d'Etampes. Il faisait encore que dans une circonscription 6.200 électeurs (la majorité avait un représentant mais que les voix des 5.900 autres étaient absolument perdues. Le droit « sacré », le droit minimum de l'électeur ne doit-il pas être que, dans la mesure où c'est possible en « démocratie bourgeoise » l'assemblée élue soit l'expression la plus fidèle possible du corps électoral ? Il n'est réalisable qu'avec la proportionnelle intégrale, c'est-à-dire avec quotient national et utilisation des restes sur le plan national.

LAMARC.

Camarade sympathisant, lecteur, LA VERITE **doit se faire l'écho de toutes les luttes, de toutes les expériences de la classe ouvrière. Ecris-nous 19, rue Daguerre. SUF 62-31**

Combattants révolutionnaires sur le front de Saint-Sébastien.
A nos permanences et dans les librairies : Espagne, dernier avertissement de Léon Trotsky.

LA VIE DU PARTI

TOURNEE DE PROPAGANDE EN ANJOU

Les camarades Tidone, responsable de la Région et Lambert Boussel, du C.C., ont participé à une série de réunions de propagande dans la région d'Angers. Malgré le manque de préparation — les réunions étaient annoncées le matin pour le soir — cette tournée peut être considérée comme un succès.

A ANGERS

Une centaine de travailleurs écoutèrent les discours de Tidone sur la politique du Parti face à la situation internationale et de Lambert sur le programme revendicatif du P.C.I. Les trois contradicteurs du Parti stalinien qui vinrent à la tribune n'essayèrent pas de justifier la politique des chefs du P.C.F., mais de poser des questions soi-disant embarrassantes ; dans leurs réponses, Lambert et Tidone justifièrent, avec l'approbation de la salle, le P.C.I.

Un camarade anarchiste essaya de justifier la politique des anarchistes espagnols. Le président de la réunion, trotskyste espagnol, lui démontra que les chefs anarchistes espagnols, qui étaient contre la politique de l'Etat en période de « calme », firent, pendant la révolution, de la plus mauvaise politique bourgeoise et collaborèrent comme les staliniens, les socialistes et le POUM au gouvernement capitaliste.

A TRELAZE

70 travailleurs environ. Il n'y eut pas de contradiction, mais à la fin de la réunion, au cours d'une discussion entre des camarades des jeunesses socialistes et les orateurs du Parti, nous fûmes amenés à demander aux J. S. de Trélazé s'ils pensaient pouvoir lutter pour la révolution socialiste avec un Léon Blum à leur

A CHINON

300 travailleurs. Des accusations furent portées contre Marrach, qui vient de demander son adhésion au Parti. Lambert demanda aux accusateurs de venir apporter leurs preuves devant un jury ouvrier composé de huit membres des organisations ouvrières où Marrach comparaîtrait. Les accusateurs se dérobèrent lamentablement. Au cours de sa réponse, Lambert déclara : « Marrach est un vieux militant du P.C.F., dont il fut membre de 1920 à 1946. Aujourd'hui, des accusations sont formulées contre lui. Nous connaissons les méthodes staliniennes de calomnie ; dans ces conditions, nous qui ne connaissons pas Marrach, nous demandons aux accusateurs d'apporter leurs preuves. Nous déclarons : si Marrach est reconnu coupable devant un jury ouvrier, il devra être mis au ban des organisations ouvrières.

C'est au P.C.F. d'apporter ses preuves. »

♣

Une assemblée générale de la Région s'est tenue le dimanche après-midi, où fut organisée la Région. Il fut décidé que la section de Saumur organiserait une réunion publique le vendredi 16 août, avec la participation de Beaufrère et de Lambert. A Trélazé, le principe d'une réunion fut adopté pour le 17 août, car dans cette localité où les ouvriers sont surexploités par les sociétés minières, les possibilités de développement du Parti sont très fécondes.

Une courte discussion préparatoire au Congrès eut lieu où les différents problèmes furent discutés.

Dans l'ensemble, bon travail de la Région d'Anjou qui, si elle est suivie par le Centre, doit se développer rapidement.

A STRASBOURG

Réunion de sympathisants. — Le 15 août réunion de sympathisants à Strasbourg.

Ecrire à Rouger Louis, démineur, à Boufheim (Bas-Rhin).

REGION PARISIENNE

Beaufrère et Privas font applaudir les mots d'ordre par les travailleurs du 20e arrondissement

Mardi 23 juillet, 150 travailleurs du 20e arrondissement remplissaient la salle de la Prévoyance.

Bernard Jeremiasz, secrétaire du rayon Paris-Est du P.C.I., préside.

Privas, du C.C., montre la nécessité pour les travailleurs d'arracher immédiatement les 25 % d'augmentation au patronat. Mais cette augmentation ne correspond pas à l'augmentation du coût de la vie. Il faut lutter pour un salaire minimum vital, établi en fonction du coût de la vie et garanti par l'échelle mobile.

Beaufrère montre la nécessité du parti révolutionnaire que tous les travailleurs conscients doivent rejoindre en adhérant au P.C.I. Il stigmatise les méthodes de gangster du P.C.F. et démontre, sous les applaudissements de l'assemblée, que la théorie de la responsabilité collective du peuple allemand est une trahison des intérêts du prolétariat international.

Des contradicteurs de la « gauche communiste », de l' « Union anarchiste », « socialiste révolutionnaire », sans parti, reprochent au P.C.I. ces mots d'ordre qu'ils jugent « dégénérés » : contrôle ouvrier, défense de l'U. R. S.S., participation aux élections. Un contradicteur du P.C.F. apporte, d'ailleurs courtoisement, son point de vue : « Il est des périodes où les communistes doivent être pour la défense nationale. Après la guerre, il fallait produire pour sortir le pays de la misère ; les trotskystes devraient être dans les rangs du P.C.F. et, tous ensemble, sans haine, nous pourrions lutter pour un sort meilleur ».

Privas répond : « Tous les premiers contradicteurs veulent se tenir dans une fausse pureté à l'égard des ouvriers et de leurs luttes réelles. Au lieu d'éduquer et d'entraîner les 10 millions de travailleurs qui font encore confiance à Blum et à Thorez, ils attendent en répétant qu'ils sont pour la dictature du prolétariat. Le camarade du P.C.F. devrait expliquer à sa propre direction qu'il faut polémiquer « sans haine ». Nous sommes tout prêts à lutter avec le P.C.F., mais sur une politique révolutionnaire et non pour la défense nationale ou la production capitaliste.

La séance est levée au chant de l' « Internationale », après qu'une résolution condamnant l'attentat stalinien de Nice contre Demazière ait été votée à l'unanimité moins 4 abstentions.

RESOLUTION

150 travailleurs du 20e, réunis à l'appel du P.C.I., stigmatisent la lâche agression dont a été victime le camarade Demazière, membre du C.C. du P.C.I., à Nice, de la part des hommes de main du P.C.F.

Ils s'élèvent avec la dernière énergie contre l'introduction de ces méthodes dans le monde ouvrier et s'engagent à défendre par tous les moyens le droit à la parole pour les révolutionnaires.

Unanimité, 4 abstentions.

Passez aux permanences

Région parisienne: 19, rue Daguerre (au fond de la cour). Paris-14e. Tous les jours, de 15 h. à 19 h. 30, et le dimanche de 10 h. à 12 heures.

Lyon : Café, 4, rue de Marseille. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures.

Bordeaux : 34, cours Aristide-Briand. Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin.

Nantes : Café d'Alsace, r. Léon-Jamin. Tous les samedis, de 15 h. à 18 heures.

Grenoble : Café Mayousse, place Bir-Hakeim (ex-place Malakoff). Samedi, de 17 h. à 18 heures.

Clermont-Ferrand : Place Gaillard. Café National. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures. Adresser toute la correspondance à cette adresse.

Saint-Etienne: Place du Peuple. Café Leroi. Samedi, de 17 h. à 19 heures.

Lille: Café-hôtel des Suisses, 35, rue des Suisses. Tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures.

Marseille : Bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est. Vieille Bourse du Travail. Samedi, de 17 h. à 20 heures.

Angers : le dimanche matin chez Tidone, 61, rue Victor-Hugo.

Alsace : Ecrire à Louis Rouger, Boofzheim (Bas-Rhin).

Brest: P.C.I., 30, rue Kirivin, Brest. Jeudi, vendredi, samedi, de 20 h. à 23 h. Dimanche, de 10 à 12 h.

Choisy-le-Roi : Permanence tous les dimanches, de 10 h. à 11 h. Choisy-Bar, 11, rue Jean-Jaurès.

MARNE

Ecrire Vani, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

Reims. — Permanence tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h., Bar Emile, rue des Romains. Tél. 47-29.

VIENT DE PARAITRE :

LA QUATRIEME INTERNATIONALE

Le numéro: 30 francs

Ce numéro est consacré **aux revendications transitoires.**

Au sommaire :

1. Les revendications transitoires, par G. HIRT ;
2. Sur le Gouvernement ouvrier et paysan, par PABLO ;
3. La première phase de la révolution européenne, par GERMAIN ;
4. Le programme d'action des bolcheviks - léninistes de France de 1934 ;
5. Une discussion avec TROTSKY sur le programme transitoire, inédite en français.

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

par **E. ROMERO**

Le 19 Juillet 1936

VOYANT que le Front populaire n'a pas bonne mine et que les masses, « indisciplinées », ne le suivent pas docilement, la bourgeoisie se décide alors à jouer le plus gros atout : l'armée.

Le soulèvement de l'armée, « épurée » par M. Azana et sa dactylo n'a été une surprise pour personne. Les généraux et les chefs de la Phalange conspirent depuis longtemps. Tout le pays en parle. MM. les ministres républicains, dont M. Giral, aujourd'hui président du gouvernement dans l'exil, reçoivent des rapports à ce sujet. MM. les ministres répondent : « Ils n'oseront pas se soulever. Ce serait aller à l'encontre de la Constitution. Mais s'ils osent, alors on leur fera subir tout le poids de la loi. Le peuple doit rester calme, avoir confiance dans le gouvernement constitutionnel. ».

Pour maintenir « l'ordre », le gouvernement envoie des renforts policiers aux sièges de l'Action populaire afin de mieux les soustraire aux attaques des ouvriers. Les locaux de l'Action populaire sont autant de points d'appui du soulèvement militaire qui se prépare. Par contre, les syndicats de la C. N. T. restent fermés par décision du gouvernement à la suite d'une grève (celle du bâtiment) dont le comité siège... en prison.

Cependant les généraux « osent » se soulever. Le prétexte du soulèvement est l'épuration de *Calvo Sotelo*, ancien ministre du dictateur Primo de Rivera, le chef le plus en vue de la réaction, épuration accomplie par un groupe de gardes d'assaut qui ont voulu donner ainsi une riposte adéquate à l'assassinat d'un des leurs par des bandes fascistes.

Le soulèvement militaire-phalangiste déclenché, le prolétariat en armes riposte à son tour. Pris par la tenaille révolutionnaire et voulant s'en dégager le gouvernement républicain essaie encore de trouver un compromis avec les généraux, tandis qu'il se dérobe à fournir des armes aux ouvriers. MARTINEZ BARRIOS monte un gouvernement pour pactiser avec Franco. Ce gouvernement dure quelques heures seulement, il est renversé par l'action révolutionnaire de la classe ouvrière qui cette fois veut que ça change de fond en comble ».

Avec des armes de fortune arrachées de force à la République conciliante et couarde, le prolétariat paralyse, le 19 juillet, la poussée de toute une armée bien équipée et préparée depuis longtemps pour le succès. Elle est mise hors de combat dans les centres industriels. Des combattants inexpérimentés tiennent en échec les plus grands stratèges de l'armée de métier.

C'est la période des milices, des comités qui font l'épuration sans paperasse, la période où les paysans exproprient les gros propriétaires fonciers sans indemnité ni rachat, où les ouvriers prennent possession des usines et organisent la production sur de nouvelles bases prolétariennes. C'est la période où, enfin, « ça change et pour de bon ! ». Le prolétariat mondial tourne ses yeux vers ce pays où ses frères de classe montrent que la lutte contre la réaction et le fascisme pour la défense de la démocratie bourgeoise est une duperie, et que, seules les méthodes de la révolution socialiste peuvent venir à bout de la résistance capitaliste.

L'Etat républicain n'a pas pu subir le choc. Il est par terre. Le pouvoir *de fait* est dans les mains de la classe ouvrière, mais ce pouvoir est pour ainsi dire fractionné, atomisé, chaque parti ayant « ses » comités, « ses » milices, et même « son » front militaire. Certes, tous ces organismes sont reliés par les canaux de la solidarité révolutionnaire que la lutte exige. Mais cela ne suffit point. Il faut les centraliser dans un organisme supérieur fonctionnant selon les règles de la démocratie ouvrière. Or, centraliser tout ce pouvoir fractionné en différents comités, c'est résoudre déjà le premier problème de la révolution : *celui du pouvoir des travailleurs, celui de la dictature du prolétariat.* Mais un tel problème ne peut être résolu en dehors de la présence d'un parti révolutionnaire.

Par malheur, en Espagne, ce parti n'existe pas. Il n'a pas pu se forger à travers la guerre civile : la poignée de militants de l'avant-garde bolchevique a été traquée, décimée par la contre-révolution front populaire qui a succédé aux journées de juillet. Les masses espagnoles, certes, ont foncé, par leur action, dans la voie de la révolution socialiste, mais la direction révolutionnaire ayant manqué, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale, la révolution n'a pu remporter la victoire.

Le P. O. U. M.

UN parti, qui se réclame du marxisme révolutionnaire, existe néanmoins en Espagne. C'est le P. O. U. M. Il avait été constitué, en octobre 1935, par la fusion du *Bloc ouvrier et paysan* et la *Gauche communiste* (trotskystes) ; le B. O. P. était un rassemblement de dissidents de la IIIe Internationale, mais éloignés du trotskysme. Les dirigeants de la *Gauche communiste*, ANDRE NIN en tête, crurent pouvoir faire de ce nouveau parti la direction révolutionnaire du prolétariat espagnol, mais le lourd héritage opportuniste du Bloc ouvrier et paysan l'emporta au sein du P. O. U. M. qui devint par la suite un parti typiquement centriste, c'est-à-dire un parti où le langage révolutionnaire n'allait pas de pair avec les actes.

Il consent à la dissolution du Comité central des milices antifascistes en Catalogne, organisme surgi le 19 juillet et qui représentait un nouveau pouvoir aux prises avec le gouvernement de la Généralité de Catalogne, présidé par COMPANYS, républicain de gauche. Le P. O. U. M. entre dans ce gouvernement légal à la suite des anarchistes...

C'est le premier pas à Barcelone pour le rétablissement de l'appareil d'Etat républicain. Quand cet Etat devient assez fort pour se débarrasser de son aile gauche, le P. O. U. M. est congédié ; il subit de la part de la contre-révolution républicaine-stalinienne la plus terrible des répressions qu'un parti ait connues. Son dirigeant le plus qualifié, NIN, enlevé par la G.P.Ou., est retrouvé assassiné.

Au milieu du tourbillon de la guerre civile et de la répression qui suivit les journées de mai 1937, une poignée de trotskystes, avec de pauvres moyens, sans être connue de larges couches ouvrières, fait des efforts inouïs pour se faire entendre. Mais les forces de la contre-révolution, dirigées par Negrin, sont de loin supérieures.

Résurrection du Front populaire

SI le 19 juillet, l'Etat républicain est par terre, cela ne veut pas dire que le passé soit liquidé. A côté des milices et des comités, il y a toujours le gouvernement républicain, présidé par M. Giral qui essaie de devenir un vrai gouvernement. Dans la mesure où la classe ouvrière n'établit pas le sien, le gouvernement Giral reprend de l'importance, bien que difficilement. Sa politique de guerre se caractérise par toute une série de sabotages contre les combattants révolutionnaires ; elle se solde par une série d'échecs militaires. Il disparaît au bout de deux mois pour faire place à un gouvernement front populaire présidé par LARGO CABALLERO, et qui se fixe deux tâches : reconstruire l'Etat républicain bourgeois d'abord, vaincre Franco ensuite.

Le P. C. est le premier à diriger les travaux de reconstruction de l'Etat républicain. Pour cette corvée, il trouve une main-d'œuvre précieuse : les chefs anarchistes, jusqu'alors ennemis déclarés de n'importe quel Etat et de n'importe quelle force politique. Répudiant le pouvoir ouvrier parce que dictatorial, les leaders anarchistes s'acheminent, toujours en chantant *Aux Barricades*, vers la participation à l'Etat bourgeois. « Nous ne voulons pas, disent les GARCIA OLIVER, *imposer par la force nos idées libertaires au peuple. Nous attendrons qu'il soit en mesure de nous comprendre.* » En attendant, les Garcia Oliver vont imposer, par la force, portefeuilles ministériels sous le bras, la République bourgeoise, ennemie acharnée de l'idéal libertaire, de l'idéal de Garcia Oliver. Quand, en mai 1937, le prolétariat catalan se révoltera, en armes, contre les liquidations successives des conquêtes de juillet, le ministre Garcia Oliver viendra en avion à Barcelonne pour crier : « Cessez le feu ». Un ministre qui défendait la République liquidatrice des conquêtes de juillet ne pouvait parler autrement... s'il voulait continuer à être ministre.

La présence des anarchistes au gouvernement inaugure en Espagne une politique inédite : le *quadripartisme*. Des républicains, des social-démocrates, des staliniens et des « anti-Etat » prenant en mains les leviers de l'économie et de la guerre, voilà la coalition qui doit écraser Franco ! Mais si le bipartisme s'était avéré incapable pour faire barrage à la réaction, le quadripartisme se montre moins capable encore de vaincre Franco. Et pourtant, les ouvriers espagnols, même trahis dans leurs intérêts de classe, ont lutté jusqu'au bout contre Franco, jusqu'à vider la dernière cartouche.

La manœuvre du Front populaire destinée « à tromper la bourgeoisie et à vaincre le fascisme » a été destinée, en Espagne comme ailleurs, à tromper le prolétariat. Le Front populaire n'a pas écrasé Franco. Par contre, c'est Franco qui a profité de la résurrection du Front populaire — autrement dit de la liquidation des conquêtes révolutionnaires du 19 juillet — pour vaincre le prolétariat et abattre la démocratie.

Mais admettons un instant que le Front populaire de février de 1936 ait été une manœuvre pour tromper la bourgeoisie espagnole, pourquoi donc, au moment où la soi-disant « manœuvre » était dépassée par l'ampleur de la lutte en juillet et qu'il ne s'agissait plus de « tromper » la bourgeoisie mais de l'écraser, pourquoi les staliniens ont-ils ramassé les morceaux du Front populaire et l'ont-ils rebâti ? Parce que Staline a peur de la révolution socialiste. Celui qui l'a étranglée en Russie ne peut la favoriser ailleurs.

D'abord gagner la guerre

CE fut le slogan des gouvernements de LARGO CABALLERO et de NEGRIN. Les staliniens ont ajouté à ce slogan à essence contre-révolutionnaire, un autre slogan non moins réactionnaire : « Luttons pour la patrie ». Quelle patrie ? La patrie en soi, la patrie tout cour, celle où il y a des exploiteurs et des exploités ! Y a-t-il jamais eu une autre patrie sur notre planète ?

GAGNER D'ABORD LA GUERRE et LUTTER POUR LA PATRIE, cela veut dire qu'il ne faut pas songer à maintenir des conquêtes révolutionnaires. Cela signifie persécuter, assassiner ceux qui ne sont pas ni de bons ni de mauvais patriotes pour la simple raison qu'ils ne sont pas patriotes du tout, mais des révolutionnaires « qui n'ont pas de patrie ».

En effet, pour « gagner la guerre » les comités du 19 juillet sont bientôt dissous, COMORERA, le chef « aimé » du stalinisme en Catalogne ayant décrété que ces comités étaient de trop. Pour « gagner la guerre » on enlève aux soldats le droit de nommer et de

DU MONDE ENTIER

GREVES EN ITALIE

UNE vague de grèves, sans précédent depuis juillet 1943, déferle sur l'Italie.

Les grèves partielles des mois derniers évoluent rapidement aujourd'hui en grèves générales à l'échelle de toute une corporation, de toute une ville, ou même d'une province. Les ouvriers pétroliers ont obligé le ministre des Transports à intervenir lui-même dans le conflit qui les a opposés à leurs patrons. Les typographes, dans toute la péninsule, ont obéi avec ensemble à l'ordre de grève de vingt-quatre heures. A Novare, à Naples, à Milan, à Turin, l'arrêt du travail a été total à plusieurs reprises la semaine passée.

Les travailleurs agricoles, eux aussi, lèvent le drapeau de la lutte de classe. Dans les Pouilles, à San Severo, une bagarre sanglante à la grenade a mis aux prises militants ouvriers et fascistes de l'Uomo-Quolunque. A Gallipoli, plusieurs personnes ont été blessées au cours d'une collision entre démocrates chrétiens et militants communistes.

Partout où les ouvriers retournent au travail, c'est avec la ferme volonté de reprendre bientôt la lutte, et seulement sous la pression des leaders ouvriers. A Turin, par exemple, les comités d'entreprise et l'immense majorité des ouvriers ont repoussé les accords conclus avec la préfecture et les patrons par leurs responsables syndicaux et ont voté la continuation de la grève. Pour se protéger contre les attaques des fascistes, que la police non épurée laisse complaisamment se regrouper dans le parti de Gianini, les piquets de grève ont été armés.

Un dérivatif opportun

La décision des Quatre à Paris, concernant Brigue, Tende et Trieste, a donné un instant au gouvernement italien, le moyen d'essayer d'apaiser les luttes de classe, et de réaliser l'unanimité nationale, en détournant la colère des masses contre l'étranger.

Le Bidault italien, de Gasperi, a proposé lui-même pour le 29 juillet une grève générale d'une heure, pour protester contre les mutilations de la patrie. Mais quand les pétroliers de Sicile cessent le travail pour pouvoir manger un peu plus de pain, le même de Gasperi leur envoie la troupe, évidemment.

Néanmoins l'astuce était trop grossière. Les travailleurs n'ont pas été dupes, et ils ont continué à débrayer pour leurs salaires. A Trieste même, le drapeau rouge a flotté sur la plus haute grue du port côte à côte avec les drapeaux italiens et slovènes, lors d'une grève revendicative des ouvriers.

Les revendications ouvrières

Les appels délirants de chauvinisme des journaux gouvernementaux ne peuvent pas faire oublier la misère et la faim.

Les travailleurs avaient donné aux partis socialiste et communiste, plus de 40 % des suffrages, avec l'espoir de les voir défendre leurs légitimes revendications, mais les ministres de la coalition gouvernementale tripartite leur ont répondu aujourd'hui : *blocage des salaires.*

Les patrons, enhardis par cette attitude, rassurés par la présence des forces armées alliées, ont même refusé d'accorder la « prime de la République » de 3.000 lires promise lors de l'avènement du régime républicain, si le gouvernement ne les autorise pas à licencier librement du personnel.

Aussi n'est-il pas étonnant que la lutte ait repris avec violence. Mais au lieu de généraliser le mouvement à l'échelle de toute la péninsule, et d'en prendre résolument la tête, les leaders de la C.G.T. inféodés aux partis gouvernementaux multiplient leurs efforts pour apaiser une « agitation regrettable qui risque de compromettre le succès de l'expérience gouvernementale ».

Les réformistes continuent là leur politique capitularde de 1920-1922 qui ouvrit le chemin à Mussolini, en laissant s'épuiser dans des combats fractionnés la magnifique combattivité des ouvriers.

Les staliniens cherchent à s'infiltrer toujours plus profondément dans l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, pour satisfaire aux chimériques espoirs de la bureaucratie du Kremlin, qui pense, de cette façon, pouvoir s'opposer à la pénétration des adversaires impérialistes de l'U.R.S.S. Aussi se sont-ils finalement alignés sur la politique du blocage des salaires, dès qu'ils eurent obtenu satisfaction sous la forme de quelques portefeuilles ministériels supplémentaires.

Cette « géniale manœuvre » n'inquiète guère la bourgeoisie italienne, qui, par les mille canaux de la propriété privée, garde d'étroits contacts avec les U.S.A. et la Grande-Bretagne. Au contraire, la présence des ministres ouvriers au sein du gouvernement bourgeois, constitue aujourd'hui la meilleure digue contre la poussée révolutionnaire des masses.

Mais, d'ores et déjà, le mouvement gréviste, qui se développe, manifeste clairement la volonté de la classe ouvrière de ne point accepter l'attitude capitularde de sa direction, et ce sont les mots d'ordre du jeune Parti ouvrier internationaliste (Section italienne de la IVe Internationale) qui trouvent tous les jours un écho grandissant.

C'est là le gage de la victoire.

Maurice JUILLIA.

EN HONGRIE

Où les milliardaires meurent de faim

Tous les Hongrois sont plusieurs fois milliardaires. Le salaire horaire des ouvriers se chiffre par centaines de millions. Mais le kilo de pain au début de ce mois coûte 600 millions de pengoes.

Le dollar qui valait avant guerre cinq pengoes au change est évalué aujourd'hui à 125 quadritillions. L'imagination a de la peine à concevoir de tels chiffres.

Seuls les possesseurs de devises étrangères c'est-à-dire les capitalistes continuent de mener un train de vie luxueux. Les autres peuvent mourir de faim.. et ils n'y manquent pas.

Cela se passe pourtant dans un pays occupé par l'armée rouge dans un pays « ami de l'U.R.S.S. ».

A qui profite l'inflation !

Le pays a perdu 60 % de son cheptel, sa production actuelle ne représente que les 2/3 de celle d'avant guerre, la Transylvanie lui a été enlevée par décision de la première conférence des Quatre à Paris pour être rattachée à la Roumanie. Aussi les 42 millions de dollars qui sont imposés *annuellement* par l'occupant soviétique constituent une charge écrasante (37 % du budget normal du pays).

En vain en mars dernier les ministres hongrois, invités à Moscou, voulurent-ils obtenir un moratoire des réparations. Il leur fut seulement accordé un délai supplémentaire de deux ans. La bureaucratie du Kremlin considère tous les états compris dans sa zone d'influence comme des pucerons à lait où l'U. R. S. S. puise les éléments de sa propre reconstruction.

Pour trouver les ressources indispensables, le gouvernement hongrois, dont le vice-président du Conseil est en même temps secrétaire du parti stalinien, fait fonctionner sans arrêt la planche à billets. Les petits commerçants, les petits paysans voient ainsi leurs économies volatilisées. L'ouvrier touche à la fin de la journée un salaire avec lequel il ne lui est plus possible de se nourrir, les prix ayant décuplé, ou centuplé du matin au soir. Le gouvernement a même dû dernièrement décider de payer en nature et sur les lieux du travail. Mais c'est là ne point tenir compte de tous ceux qui vivent de la paye de l'ouvrier : femmes, enfants, vieillards, malades.

Quant aux trafiquants porteurs de devises nul n'a parlé de les exproprier. En contre partie de leurs devises les banques nationalisées leurs remettent des *pengoes-impôts* qui varient suivant le cours du dollar. Ainsi le trafiquant qui dépose pour 100.000 pengoes-impôts de devises retrouve une semaine plus tard, une somme valant 100.000.000 si la dévalorisation justifie cet index. La banque est devenue « une dévalorisation », pour les riches et pour eux seulement.

La « démocratie progressive »

Là comme dans tous les autres pays du Glacis, l'armée rouge a aidé à sauvegarder la propriété privée, base fondamentale de l'exploitation capitaliste. La bureaucratie du Kremlin se borne à revendiquer une part importante dans la répartition de la plus value soustraite aux ouvriers hongrois, et à introduire ses hommes dans l'appareil administratif et économique du pays pour affermir sa mainmise.

La réforme agraire n'est que l'achèvement de la réforme bourgeoise de 1920 : la limite supérieure de la propriété est fixée à 115 ha., et les parcelles distribuées varient entre 4 ha. pour l'ouvrier agricole et 25 ha. pour... les églises paroissiales (sic).

Dans ces conditions il n'est pas étonnant de voir le parti stalinien atteindre seulement 13 % des suffrages aux élections dernières. Le parti des petits propriétaires arrivant en tête avec 57 %. Aussi les staliniens hongrois eurent-ils recours à la pression du Kremlin pour accéder à des postes importants dans le gouvernement : la vice-présidence du Conseil, le ministère de l'Intérieur... Cette situation est pleine d'instabilité et en outre les difficultés de l'économie hongroise profitent aujourd'hui aux éléments réactionnaires de l'intérieur et aux impérialistes de l'extérieur.

L'opposition se renforce

Dans le pays même 40 députés du parti gouvernemental des petits propriétaires menacent de scissionner, et de se regrouper avec le parti (réactionnaire) de la Liberté, nouvellement autorisé à la demande des anglo-saxons, pour constituer un parti d'inspiration catholique. Le gouvernement vient même de renouer les relations diplomatiques avec le Vatican, qui s'apprête à envoyer un représentant à Budapest pour aider à la cristallisation de l'opposition.

A l'extérieur, les impérialistes anglo-américains voient dans les difficultés financières du pays le moyen de faire une nouvelle brèche dans le glacis soviétique. « Le dollar pénètre derrière le rideau de fer » titre significativement un rédacteur d'un hebdomadaire financier de la bourgeoisie française, faisant allusion au crédit de 10 millions de dollars que le gouvernement de Washington a consenti à la Hongrie.

En épuisant économiquement les états voisins de l'U. R. S. S., en sauvegardant les intérêts de la classe des exploiteurs capitalistes la bureaucratie du Kremlin compromet en réalité les bases de sa propre défense. L'infiltration de ses hommes de confiance dans les rouages de l'Etat hongrois, ne peut remplacer l'initiative des masses, écrasant l'appareil de l'état capitaliste pour y substituer ses propres comités.

M. J.

A LA CONSTITUANTE

Un seul député applaudit l'« Huma »

DE 1941

APRES le *P.R.L.* F. Dupont, le *républicain indépendant* Paul Reynaud, le *radical* Daladier a été admis à siéger à la Constituante. Trois fois le groupe socialiste a voté avec l'ensemble des représentants bourgeois pour valider les hommes de la réaction.

Daladier est monté trois fois à la tribune. Il annonça tout de suite : « Je suis ici pour me défendre et aussi,,, pour attaquer. » En effet, il fit de cette séance du 18 juillet une audience de ce long procès que la bourgeoisie fait, depuis cent ans, au communisme. Il en profita pour défendre toute la politique intérieure et extérieure de la bourgeoisie française entre 1937 et 1940.

Munich ? — C'était inévitable. L'Angleterre ne marchait pas. Litvinoff déclarait que, du moment que la Pologne et la Roumanie refusaient le passage à l'armée rouge, il n'y avait qu'un seul recours : la S.D.N. (A remarquer qu'en cinq heures environ d'intervention, les orateurs du P.C.F. n'ont rien répondu à cela, pas plus qu'aux autres faits apportés par Daladier. Singulière méthode de discussion.) Il fallait donc faire Munich. « D'ailleurs, ajoute Daladier, tous les partis, sauf le parti communiste m'ont donné leur appui. M. Blum et M. Auriol m'ont donné leur confiance. » Evidemment, les socialistes ne pouvaient pas invalider Daladier !

Après avoir raconté par le détail les négociations franco-anglo-russes de juillet-août 1939 qui se terminèrent sur le pacte germano-soviétique, Daladier lance : « On parle de trahison ? Où est la trahison ? »

Les bonnes lectures

Mais le morceau de choix, c'est évidemment l'exposé par Daladier de ce que fut la politique du P.C.F. entre septembre 1939 et la fin de 1940.

Daladier lit l'interview donnée à la fin de 1939 par Thorez au journal communiste anglais *Daily Worker*. On y trouve des formules qui tranchent quand même avec les émollientes formules de l'union sacrée et du tripartisme : « Bataille de classe contre les fauteurs de guerre fascistes et les exploiteurs capitalistes » (*les communistes applaudissent*), « les communistes savent ce qu'ils ont à faire dans l'armée »... L'*Humanité* disait alors : « A bas le gouvernement des jusqu'au boutistes », « A bas les réformistes vautrés dans l'union sacrée et la trahison », « Lutte contre la guerre », « L'impérialisme français est aussi haïssable que les autres » (15 mai 1940). « Est-ce que la City de Londres obtiendra la continuation du massacre... Nous devons exiger la paix et un gouvernement s'appuyant sur les masses populaires (17 juin 1940).

Le Troquer sourit aux anges en entendant ces bonnes lectures. Il n'est pas jusqu'au P.R.L. qui jubile doucement de la gêne visible des communistes à l'évocation de cette politique qui faillit être la leur. Il est probable que si le P.C.F. avait suivi la ligne anti-impérialiste, anti-capitaliste, dont ces formules s'inspirent, il n'y aurait pas à l'heure qu'il est une Constituante n° 2, avec plus de 300 députés bourgeois, qui se paient la tête du P.C.F. Mais le P.C.F. a choisi, et on connaît la suite.

Oui, Messieurs, j'ai dissous le parti communiste

« Eh bien ! Messieurs, j'ai dissous le P.C. J'ai traduit devant les tribunaux les signataires de l'appel à la paix brune. » (Allusion à la lettre adressée à Herriot par Florimond Bonte.)

« C'est moi et non Séroi », continue Daladier qui ne se gêne plus pour provoquer le P.C.F. « J'en revendique la responsabilité encore aujourd'hui à la tribune. » Il expose les résultats de la répression en les minimisant, puis il en vient à la politique du P.C.F. dans les premières années de l'occupation.

Le bravo de Léo Figuières

Il lit un grand nombre d'extraits de journaux et de brochures clandestines du P.C.F. où de Gaulle, de Larminat et le gaullisme sont qualifiés d'agents de l'impérialisme. « Quand les propagandistes de Londres présentent le mouvement gaulliste comme un mouvement démocratique, ils mentent effrontément », disait l'*Humanité* en mai 1941. La droite ne se sent plus de joie. Elle crie : « Schumann ! Schumann ! »

Mais Maurice Schumann, accroupi à son banc comme une sauterelle, prend des notes ou fait semblant et ne lève pas le nez. Il ne veut pas décevoir ses amis. Il ne croit pas le moment venu de rompre avec le P.C.F. Auriol s'agite dans son fauteuil et essaye de ramener le calme.

Daladier continue ses citations : « Ce n'est pas derrière un tel mouvement réactionnaire et colonialiste (il s'agit du gaullisme) que peut se réaliser l'union pour la libération nationale », (*Huma*, mai 1941).

Aussitôt, dans le silence à peine revenu, on entend quelqu'un applaudir. Seul. Trois ou quatre fois. Nerveusement. C'est Léo Figuières, jeune député communiste des Pyrénées-Orientales. S'est-il laissé emporter par ses sentiments ? Est-ce une simple erreur due à l'énervement ? Du P.R.L. aux socialistes, toute l'Assemblée éclate de rire. Les communistes sont seuls silencieux. Léo Figuères est tout rouge. Il va se faire tirer les oreilles par le papa Duclos. Ou se faire exclure comme trotskyste.

GEOFFROY.

MISE EN GARDE

Le secrétariat de la IVe Internationale et le secrétariat du P.C.I. mettent en garde l'avant-garde révolutionnaire contre un document signé Jan Vanderzee, intitulé : « German Perspectives », adressé à l' « E.C. of the R.C.P. ».

Ils répudient de manière absolue et catégorique le document de Vanderzee et les points de vue qui y sont contenus.

Vanderzee proposerait à notre section allemande I.K.D. de diriger l'essentiel de son travail vers les anciennes organisations hitlériennes.

Il y a incompatibilité totale entre ces positions et l'appartenance à la IVe Internationale.

Extrait de la note du S. I. adressée à toutes les sections de l'Internationale.

IL Y A DIX ANS...

STALINE assassinait les compagnons de LENINE

La signification d'une calomnie

LES militants ouvriers honnêtes sont souvent étonnés de la violence ignoble avec laquelle les communistes-nationalistes nous attaquent. Ils ne comprennent pas pourquoi une tendance du mouvement ouvrier — qui a eu et qui a encore ses héros et ses martyrs — s'en prend à une autre tendance du mouvement ouvrier, mise à mal aussi sérieusement par l'adversaire bourgeois, et le traîne dans la boue depuis quinze ans, calomnie ses militants, les livre à la répression bourgeoise, les matraque ou même les exécute.

Actuellement l'enjeu est la révolution socialiste : tous les partis y compris les dirigeants des grands partis ouvriers sont contre. *La 4e Internationale est* pour. *Cela suffit à comprendre la brutalité dont on use à notre égard. La bourgeoisie nous traite en révolutionnaires en utilisant aussi la calomnie comme historiquement elle l'a toujours fait vis-à-vis des révolutionnaires. Mais il est impossible aux bureaucrates du Kremlin de nous traiter* en révolutionnaires car ce serait reconnaître qu'eux ne le sont plus; *et, dans ces conditions, les masses ne leur feraient plus confiance. Une logique rigoureuse les amène donc, s'ils veulent conserver, au travers des multiples pirouettes et trahisons, leur pouvoir et leur ascendant sur les travailleurs, à nous calomnier.*

On développe deux théories à notre égard : l'une à l'usage du peuple que l'on méprise et à qui l'on dit que nous sommes des hitlériens, l'autre à l'usage de « ceux qui pensent », ou que l'on veut faire capituler, et qui doivent savoir que nous sommes des révolutionnaires, mais des révolutionnaires à rejeter, à calomnier, voire à supprimer, pour le salut de la « cause ». On justifie par là l'utilisation des moyens les plus vils pour noircir les trotskystes et l'ensemble des révolutionnaires : le mensonge permanent, la falsification, l'amalgame avec les contre-révolutionnaires, le meurtre. L'emploi simultané de ces deux méthodes, on le trouve monstrueusement illustré dans les procès de Moscou, qui s'ouvrirent à cette époque de l'année il y a juste dix ans.

Smirnov, Zinoviev, Kamenev.

Les accusations au procès de Moscou

En 1936 et 1937 la bureaucratie du Kremlin met en accusation puis condamne et exécute un certain nombre de bolcheviks. pour la plupart de grandes figures de la révolution d'octobre 1917, les plus proches collaborateurs de Lénine jusqu'à sa mort, tous membres du bureau politique ou du C. C. du Parti bolchevik pendant la révolution et les années du « communisme de guerre ». Parmi eux on trouve Zinoviev, secrétaire de l'I. C., Kaménev, premier président du soviet de Moscou, Piatakov, membre du B. P. du temps de Lénine, Radek, un des meilleurs journalistes révolutionnaires, Boukharine, théoricien remarquable, successeur de Zinoviev au poste de président du Komintern (Internationale communiste), Rakovsky, président de la République soviétique d'Ukraine, etc.

Au cours des trois procès successifs qui ont lieu, les accusations contre ces hommes qui avaient consacré leur vie au communisme, sont invariables : négociations avec les chefs nazis, par l'intermédiaire de Trotsky, pour détruire en commun l'Union Soviétique par tous les moyens : sabotage, diversions militaires en cas de guerre, assassinat. Et les accusés, qui constituaient à eux tous, à peu près la totalité du C. C. du parti bolchevik lors de la révolution « *avouèrent » les forfaits et les crimes dont on les accablait... Quant à Trotsky, que l'on tenait pour le principal responsable, il était impossible de l'accuser juridiquement, car, alors, il aurait fallu le convoquer en justice ou demander son extradition — il était alors au Mexique, expulsé de l'U.R.S. S. depuis sept ans — alerter ainsi la presse et la justice mondiales, apporter des preuves, s'expliquer : Staline savait en effet que Trotsky, lui, « n'avouerait » pas.*

De la Commission Dewey à Nuremberg

Les milieux ouvriers et libéraux furent stupéfaits par de telles « révélations » et par les sensationnelles « confessions » des accusés de Moscou. On doutait de la valeur juridique du procès, d'autant plus que Trotsky communiquait à la presse, une à une, les réfutations des prétendues preuves, avant de les réunir dans son ouvrage : « Les crimes de Staline », Friedrich Adler, secrétaire de l'Internationale Ouvrière Socialiste, écrivait une brochure sur « Le procès de Moscou, un procès en sorcellerie » après s'être vu refuser par Staline l'autorisation d'assister au procès et de participer à l'interrogatoire contradictoire des accusés; un refus semblable fut opposé à la Fédération Syndicale Internationale. Alors du monde entier s'élevèrent les protestations, et de partout des dirigeants ouvriers, syndicalistes, des intellectuels, des juristes demandèrent que soit constituée une commission indépendante qui enquêterait sur les accusations portées contre Trotsky. Une telle commission se forma, elle prit le nom de son président John Dewey, philosophe américain, elle siégea à Mexico en avril 1937. Parmi ses membres elle comptait des intellectuels américains, écrivains et journalistes, et des personnalités du monde ouvrier comme Otto Ruhl, ancien député communiste allemand au Reichstag et biographe de Karl Marx, John Finerty, avocat de Sacco et Vanzetti, etc.,

Malgré leurs attaches avec le monde ouvrier et leur désir de servir la vérité aucun ne partageait à quelque degré que ce soit les opinions politiques de Trotsky. Celui-ci comparut devant la commission, et réfuta devant elle les quelques « preuves » qui, en dehors des « confessions », avaient servi à bâtir la plus monstrueuse et la plus macabre farce de l'Histoire. On l'accuse d'avoir fait assassiner à Léningrad, en 1934, Kirov, secrétaire du C. C. du parti bolcheviste ? Pas moins de sept procès ont traité de cette affaire et chacun mettait en cause des inculpés différents, détruisant ainsi ce qu'avait jugé le précédent. *Piatakov a pris l'avion en décembre 1935 pour rencontrer Trotsky à Oslo ?* Aucun avion n'a atterri à l'endroit cité pendant cette période ni même un mois avant ou un mois après. *Le fils de Léon Trotsky, Léon Sédov a rencontré l'accusé Goltzman en novembre 1932 à l'hôtel Bristol à Copenhague ?* L'hôtel Bristol de Copenhague est détruit depuis 1917. *Trotsky a eu une entrevue en juillet 1933 au bois de Boulogne avec l'accusé Romm ?* Il était à cette époque à Royan en résidence surveillée par la police française.

La commission Dewey, en fin de ses travaux, reconnut Trotsky non coupable « parce que, de toute évidence, il n'a jamais recommandé, comploté, ou tenté la restauration du capitalisme en U. R. S. S. ». Elle constatait au contraire qu'il « avait toujours été l'adversaire sans compromis de la restauration du capitalisme en U.R.S.S. et de son existence partout ailleurs » et elle était obligée de conclure que « les procès de Moscou ont été des échafaudages mensongers ».

Malgré l'activité inouïe déployée par Staline contre les hommes et les travaux de la commission Dewey, cette dernière avait éclairé l'opinion mondiale. On savait, notamment, à quoi s'en tenir sur les « confessions ». Seules des preuves véritables et des faits authentiques pouvaient entamer la certitude qu'on avait assisté, de 1936 à 1938, à de nouveaux « procès en sorcellerie » du genre de ceux que l'Inquisition mettait en scène contre les hérétiques voués au bûcher.

Nuremberg pouvait fournir les « preuves »

Ces preuves et ces faits, Staline, à la fin de cette guerre-ci, avait la possibilité de les obtenir s'ils existaient vraiment. En effet, la défaite de la bourgeoisie allemande et la mise en accusation des chefs nazis et criminels de guerre permettait aux dirigeants de l'U. R. S. S. de compulser et fouiller les archives du IIIe Reich, de la Gestapo, ainsi que les archives personnelles d'Hitler, de Goering, Goebbels.

Des centaines de signatures d'intellectuels, de personnalités du monde ouvrier, d'écrivains (en particulier Kœstler, Norman Thomas, James T. Farrel, H.-G. Wells) furent réunies par nos camarades anglais et américains, notamment pour obtenir du tribunal de Nuremberg qu'il éclaire l'opinion mondiale sur l'authenticité des rapports de Trotsky ou des fusillés de Moscou avec les chefs nazis, sur la malhonnêteté éventuelle des travaux de la commission Dewey. On attendait que le procureur soviétique Rudenko utilise cette magnifique occasion pour justifier les accusations des procès de Moscou, et qu'il fasse parler, entre autres, Hess, assis au banc des criminels et dont le nom revenait si souvent en 36-37 pour les « rapports qu'il entretenait avec Trotsky et ses complices dans le but de provoquer la guerre contre l'U. R. S. S. ».

L. D. Trostky

Or, malgré nos multiples demandes, malgré toutes les lettres adressées par notre camarade américain Albert Goldman, avocat de Trotsky et de sa veuve Natalia, à sir Geoffrey Laurence, président du tribunal militaire international de Nuremberg, jamais nous ne pûmes avoir l'autorisation, pendant les mois que dura le procès, d'interroger les accusés nazis, spécialement Hess ; jamais la question ne fut soulevée par les membres du tribunal, jamais Roudenko n'aborda de près ou de loin le problème. *Que Roudenko se soit tu, nous comprenons fort bien pourquoi : il avait bien trop peur qu'éclate, dans les déclarations de Hess et autres bourreau nazis, la haine que ceux-ci portent aux trotskystes, c'est-à-dire aux communistes internationalistes et que soit ainsi démontré une nouvelle fois le caractère machiavélique des falsifications de Moscou. Quant aux juges des impérialismes anglais, américain et français, ils sont reconnaissants à Staline et à ses fonctionnaires de ne pas faire le procès des nazis sur un terrain de classe et de ne pas avoir recherché, notamment, quelles avaient été les responsabilités des capitalistes anglais, américains, français ou autres dans l'accession d'Hitler au pouvoir. En échange ils n'ont donc pas soulevé l'imposture des procès de Moscou dont ils s'étaient pourtant régalés en leur temps par hostilité contre le communisme et l'U. R. S. S. en général, et en particulier contre les bolcheviks accusés qui avaient été les artisans de la révolution russe et les ennemis les plus redoutables des puissances capitalistes.*

Tomsky. Rykov, Boukharine.

A. DEMAZIERE.

LE TOURNANT DE HO CHI MINH

LES relations franco-vietnamiennes se poursuivent à Fontainebleau, loin des regards indiscrets. Nous avons déjà exprimé dans un précédent numéro de *La Vérité* les craintes que nous inspire la politique de Ho Chi Minh pour l'avenir du Viet Nam.

La position actuelle de Ho Chi Minh et de ses collaborateurs peut, en gros, se résumer comme suit : Que la France nous accorde notre liberté politique, en revanche, nous resterons dans l'Indochine française. Le Viet Nam, précise Ho Chi Minh, est disposé à garantir la sécurité des capitaux français investis dans son territoire ; c'est-à-dire que le Viet Nam restera inféodé aux trusts et aux banques françaises, à l'impérialisme français. L'indépendance politique dans ces conditions est un leurre.

La politique initiale du Viet Nam

En vérité, nous sommes loin de la déclaration d'indépendance de la République du Viet Nam, du 2 septembre 1945, qui stipulait entre autres : « Nous, membres du gouvernement provisoire, représentant la population du Viet Nam, déclarons n'avoir plus désormais aucun rapport avec la France impérialiste, annuler tous les traités que la France a signé, au sujet du Viet Nam, abolir tous les privilèges que les Français se sont arrogés sur notre territoire. »

Le président Ho Chi Minh, lui-même, déclarait de son côté : « L'indépendance du Viet Nam ne pourra être qu'un avantage pour la Chine. Nos deux pays possèdent des milliers de kilomètres de frontières communes. Le Viet Nam n'étant plus une colonie française, la Chine n'aura plus à s'inquiéter pour sa région sud, car on sait d'après des projets de quelques politiciens français, dont Paul Doumer, que l'impérialisme français a depuis longtemps nourri des ambitions vis-à-vis des riches provinces méridionales de Chine, telles que le Yunnan, le Kouangtun, le Houanghi. Le Viet Nam possède avec la Chine le même rapport qui existe entre les lèvres et les dents.

Un marché de dupes

Le chemin parcouru par le gouvernement du Viet Nam dans le domaine de sa politique internationale, on le mesure mieux à la lueur de l'article de Phan Nuan, paru le 12 juillet dans *Action*. Pour n'être pas officiel, cet article ne s'exprime qu'avec moins de détours. En voici les passages les plus caractéristiques : « ..le Viet Nam dit à la France : « Je « peux commercer avec d'autres pays « plus riches que vous. Mais, comme « vous êtes démocratiques, je collabore avec vous. En revanche, rendez-« moi ma liberté politique que d'au-« tres ne me refuseraient pas... » Indépendance politique du Viet Nam moyennant quoi le Viet Nam restera dans le système français, fera front avec la France pour défendre la démocratie dans le monde, la culture française en Extrême-Orient, les intérêts français sur les bords du Pacifique. »

C'est net. Aux dires de Phan Nuan qui est bien placé pour connaître les sentiments de l'entourage du président Ho Chi Minh, le gouvernement du Viet Nam se propose d'être l'agent de l'impérialisme français en Extrême-Orient, en échange de l'indépendance politique. On se demande bien en quoi peut consister cette indépendance politique alors que l'impérialisme français détiendrait tous les leviers de commande effectifs. Il n'est pas possible que des hommes ayant une vieille expérience des méthodes du colonialisme comme Ho Chi Minh et ses collaborateurs puissent être réellement dupes d'un tel marché.

Le comble du cynisme, c'est quand M. Phan Nuan dit à la France, au nom du Viet Nam : « Comme vous êtes démocratique, je collabore avec vous. » M. Phan Nuan va un peu vite en besogne pour les besoins de la cause stalinienne. Il y a encore, sauf erreur, des dizaines d'Annamites qui souffrent dans les prisons de la France « démocratique », pour la libération desquels d'ailleurs la délégation du Viet Nam ne manifeste pas un empressement exagéré si l'on en juge par les paroles évasives qui nous ont été faites par Ho Chi Minh l'autre jour à la conférence de presse. Est-ce parce que ces Annamites emprisonnés pour leur action de solidarité avec le peuple du Viet Nam sont considérés comme des extrémistes, voir des trotskystes ?

Les méthodes « démocratiques » de la France, le peuple du Viet Nam les a éprouvées cruellement par l'entremise de l'armée Leclerc, dignes émules des SS. Et nous ne parlerons pas des fleuves de sang des quatre-vingts années de colonisation française.

La trahison de la Révolution vietnamienne

La vérité qui éclate bien nettement au travers du cynisme de Phan Nuan, c'est que le stalinisme trahit la révolution du Viet Nam et son indépendance. La bureaucratie du Kremlin redoutant qu'indépendant, le Viet Nam ne devienne une proie facile pour l'impérialisme américain, a tout mis en œuvre par l'entremise de ses agents français et annamites en Indochine pour conclure l'accord du 6 mai dernier qui sacrifie l'indépendance pour laquelle s'est battu avec un courage sans égal le peuple vietnamien, en maintenant la domination de l'impérialisme français. Il suffisait d'ailleurs de voir la chaleur avec laquelle *l'Humanité* traitait soudain le Viet Nam pour se convaincre que le stalinisme était loin d'être étranger au revirement du Viet Nam.

Ainsi, en même temps qu'il votait en France les crédits pour l'expédition sanglante de Leclerc, le stalinisme s'employait en Indochine même à briser la lutte émancipatrice du peuple vietnamien en concluant un compromis avec l'impérialisme français. Tout ceci, soi-disant, pour la défense de l'U.R.S.S. contre les U.S.A., le maintien du joug français en Indochine étant considéré comme un moindre mal.

Nous pensons quant à nous que, même de ce point de vue, sacrifier l'indépendance totale dont le peuple vietnamien a besoin pour son émancipation est un crime. Et de ce crime, la position de l'Union soviétique n'en sort pas renforcée, car en définitive le maintien de l'impérialisme, quel qu'il soit, au Viet Nam comme ailleurs, finira par se retourner contre elle.

A. DURET.

Quelques mots sur

Trieste et la Vénétie Julienne

L'internationalisation de Trieste signifie la mainmise anglo-américaine sur cette ville et constitue, de ce fait, un échec pour la bureaucratie stalinienne dans sa politique internationale.

Ni la Yougoslavie, ni l'Italie n'auraient pu développer le port de Trieste faute de capitaux. D'autre part aucune de ces deux nations ne possède de flotte commerciale pour utiliser ce port. L'Italie, grande nation maritime d'avant guerre, doit donner aux Anglo-Saxons les navires qui lui restent encore.

Un deuxième problème qui se posera bientôt pour Trieste sera le passage des marchandises venant de l'Europe Centrale à travers l'étroit couloir slovène qui forme le proche hinterland de cette ville. Ce problème se posait déjà après la première guerre impérialiste : la Tchécoslovaquie envoyait ses faïences, son sucre et presque toute son exportation à destination du Proche-Orient par voie fluviale à Hambourg. Bien que le voyage par Trieste soit plus court. L'intégration de Trieste dans la Yougoslavie n'aurait pas tranché la question, le pays de Tito disposant d'une flotte d'un tonnage infime.

⁂

En ce qui concerne la Vénétie Julienne la solution française est la pire qu'on ait envisagée. En effet, des régions complètement slaves comme celles de Gorizia vont à l'Italie et des régions italiennes comme la côte istrienne, avec les grandes villes de Pola, Parenzo, Rovigno, Capo d'Istria, etc., vont à la Yougoslavie. Un partage linguistique de la Vénétie Julienne est presque impossible. Italiens, Croates, Slovènes, et aussi Roumains du lac Cepich, Allemands et Albanais, vivent ensemble sur cette terre disputée. Si l'on veut chercher des motifs historiques on n'en finira jamais. Une seule solution est possible : *Les Etats unis socialistes d'Europe*, comme l'avaient très bien compris les organisations ouvrières, immédiatement après la chute de l'Empire austro-hongrois.

La collaboration entre diverses nationalités dans la lutte contre le fascisme entre 1919-1922 fut complète. Paysans slaves de Maresego ou de la région d'Albona étaient fiers de se battre côte à côte avec leurs frères les ouvriers italiens de Trieste, de Pola, de Monfalcone. Et ensemble ils prirent la voie de l'exil. Et même à l'étranger, en France, en Belgique, et ailleurs ils luttèrent ensemble et jamais une question de nationalité ne fut la cause d'un conflit. En Espagne nombreux furent les Istriens des deux nationalités principales qui se battirent dans les mêmes formations des brigades internationales et beaucoup laissèrent leur vie en combattant ensemble le capitalisme international.

Le stalinisme, par sa politique chauvine, a jeté le trouble dans cette belle union. C'est pour cela que je fais un chaleureux appel à tous mes vieux camarades pour qu'ils abandonnent la politique nationaliste des staliniens. C'est dans la lutte de tous les jours contre toutes les patries qu'ils se libéreront et non pas dans la lutte entre frères pour savoir qui les exploitera le mieux,

Vénétie Julienne slave ou italienne ? Non : *Etats unis socialistes d'Europe*, voilà la solution !

ISTRIANO.

Des Syndicats américains réclament l'échelle mobile des salaires

AUX U.S.A., les augmentations de salaires obtenues au printemps dernier par les ouvriers de l'automobile ont déjà été englouties par l'augmentation des prix. Devant cette diminution de leur niveau de vie, les ouvriers américains engagent la lutte pour l'échelle mobile des salaires.

Trois importantes sections syndicales du C.I.O. U.A.W. (syndicat des ouvriers de l'automobile) se sont récemment déclarées en faveur de cette revendication.

Le Conseil général de la section syndicale 600 de Ford, la plus forte section des U.A.W., la section 212 de Briggs avec 20.000 membres, et la section 306 de Budd ont également voté des résolutions pour l'échelle mobile des salaires.

La section syndicale 306 de Budd a demandé qu'on introduise dans les négociations actuelles d'un contrat, la revendication d'un ajustement automatique des salaires pour compenser l'augmentation du coût de la vie.

Le Conseil général de la section syndicale de Ford a adopté, au début du mois de juin, une résolution approuvant la proposition d'un programme d'échelle mobile des salaires et recommandant son adoption par le Congrès du C.I.O. de l'Etat de Michigan. Une résolution semblable fut adoptée par la section syndicale 212 de Briggs.

La résolution adoptée par la section syndicale 212 de Briggs recommandait « qu'une clause pour l'échelle mobile des salaires soit insérée dans chaque contrat syndical, avec ajustement trimestriel », suivant la hausse du coût de la vie, et que le C.I.O. établisse un index du coût de la vie fournissant une mesure exacte de la montée des prix.

Etant donné l'augmentation illimitée des prix, on s'attend à ce que d'autres sections syndicales de l'industrie automobile adoptent ce programme.

Face à l'offensive des capitalistes pour maintenir et augmenter leurs profits, les ouvriers américains ont trouvé la juste voie, la lutte pour l'échelle mobile. Comme eux, nous engagerons le combat pour cette revendication. — V. M.

AU CHAMP-DE-MARS

Ils étaient 200.000...

à revendiquer leur 25 %

LE vendredi 19, vers 18 h., les bourgeois qui se promenaient autour du Champ-de-Mars se sont subitement sentis inquiets. Les rues tranquilles où ils allaient le soir prendre l'air étaient envahies par le pas cadencé, les clameurs, les mots d'ordre de dizaines de milliers de travailleurs. Et nos bourgeois, qui arboraient un air insolent, ou déconfit, ou narquois, montraient bien qu'ils ne goûtent pas du tout ce genre de manifestation et qu'ils préfèrent voir les ouvriers suer à leurs établis que descendre dans la rue.

Des milliers de travailleurs, aux cris de « Nos 25 % ! Blocage des prix ! Daladier au poteau ! Epuration ! » ont montré qu'ils n'avaient pas envie de plaisanter. Le patron qui voulait forcer la manifestation avec sa voiture, presque en face l'Ecole Militaire, s'en souviendra longtemps. Les ouvriers de chez Renault l'ont obligé à reculer. Il a dû arriver en retard à son conseil d'administration.

Paroles au vent

A 18 h. 30, le Champ-de-Mars est une immense mer humaine. Un long serpent hérissé de pancartes et de drapeaux la traverse. Les manifestants arrivent sans cesse. Chaque entreprise, chaque usine se groupe derrière ses pancartes, ses calicots. Il y a les facteurs, les métallos de chez Citroën, Renault, les employés... Les pancartes réclament les 25 %, la suppression du marché noir, l'épuration. Les chants montent : « Debout, les damnés de la terre ! »

Après quelques hoquets, les hautparleurs se mettent à hurler. Les discours commencent. C'est comme une petite pluie froide sur le dos des manifestants. Pour les travailleurs, l'important de la démonstration, c'était de montrer aux bourgeois qu'ils savent encore retrouver la voie de l'action pour arracher leurs revendications et qui si on ne leur donne pas les 25 %, sauront les imposer. Les discours, on les a déjà entendus. Et ceux qui se font encore des illusions les perdent avant la fin des exposés. Et pourtant, aujourd'hui Hénaff, le roi de la voltige, est particulièrement en forme. Il a trouvé le juste milieu certes : « Nous sommes encore en régime capitaliste... » et « Nous ne ferons pas la grève... » Il dit : « Ayant ainsi une fois de plus démontré la haute conscience de ses devoirs (envers qui ? La France ? Les capitalistes?), la classe ouvrière entend par sa force calme et tranquille faire respecter ses droits. » (Comment ? Hénaff ne le dit pas !) Il continue : « Nous continuerons, avec sang-froid et fermeté, à lutter sans relâche, selon les moyens et les méthodes que nous déterminerons (lesquels ?) pour faire aboutir nos revendications. »

Jouhaux s'est fait excuser. Il est légèrement souffrant. Un cheminot, dans la foule : « Evidemment... maladie diplomatique. A propos d'épuration, on ne ferait pas mal de commencer par lui. » On lit son message : « ...Spectacle immoral... justice sociale... paix humaine et durable... » Du bla-bla-bla et du meilleur. Frachon a la parole. Après les trémolos classiques sur la « classe ouvrière au service de la nation », il nous dit que la victoire des arguments pour les 25 % est assurée. Il poursuit : « Pour notre part, nous ne pourrions plus nous sentir liés au développement de la production si nous avions la certitude que l'effort de la classe ouvrière est utilisé pour les intérêts égoïstes d'une classe de privilégiés. » Il faut être sérieux, monsieur Frachon. L'effort de production tel que vous le concevez n'a servi que les intérêts d'une « classe privilégiée », comme vous dites, des capitalistes, disons-nous. « L'Humanité », elle-même, en dénonçant les bénéfices scandaleux des patrons, fait aujourd'hui la preuve de la fausseté de votre politique.

Frachon termine justement par la nécessité de l'union des travailleurs au sein de la C.G.T. pour conclure sur « la victoire de la classe ouvrière qui sera également celle de la France et de la République ».

Comme si dans la République française de M Bidault il n'y avait pas deux classes, les exploités et les exploiteurs, et que la victoire de la France, en général, ce n'était pas la victoire des exploiteurs.

Des paroles à l'action

Vers 19 h. 30, avant la fin du discours de Frachon, pendant que de nouveaux cortèges de manifestants arrivent encore, les ouvriers commencent à regagner le métro. Ils ont compris. Ce n'est pas aujourd'hui que les dirigeants de la C.G.T. leur donneront des mots d'ordre concrets de lutte pour arracher leurs revendications. Les travailleurs parisiens ont montré aux capitalistes que leur patience a des limites et qu'ils savent encore descendre dans la rue.

MORANGE.

Victorin DUGUET

émule du Dr Ley

A LA suite de grèves qui ont éclaté chez les prisonniers de guerre allemands, la Fédération nationale des travailleurs du sous-sol a voté la résolution suivante demandant aux Pouvoirs publics :

a) D'obliger les prisonniers de guerre à travailler ;

b) De réprimer énergiquement toute grève des prisonniers de guerre, même au besoin par des châtiments exemplaires ;

c) De prendre des sanctions contre ceux des dirigeants des Houillères nationales qui, ayant connaissance de l'agitation chez les prisonniers de guerre, ne prirent pas les mesures utiles pour la faire cesser et pour empêcher les grèves des prisonniers de guerre.

Le docteur Ley n'employait pas contre les prisonniers de guerre français d'autres méthodes que Victorin Duguet, membre du P.C.F., secrétaire général de la Fédération des mineurs, contre les prisonniers de guerre allemands. Ils l'ont bien fait aux nôtres, nous répondrons les dirigeants staliniens. Est-ce une raison pour employer les mêmes méthodes ? Pourquoi alors s'être insurgés contre les barbares nazis, pourquoi alors avoir réclamé l'application de la Convention de Genève à tous les prisonniers de guerre. Ce qui était valable pour les travailleurs français, anglais, russes, américains, l'est aussi pour les travailleurs allemands. Ils sont plus de 500.000 en France, dont 47.000 dans les houillères, qui travaillent dans des conditions que tous les accords internationaux condamnent. Parmi eux, il y a des SS, mais il y a aussi et surtout de simples troufions. Les responsables, les officiers, sont dans des camps spéciaux et ne sont contraints à aucune production. La maladie et la mort font de tels ravages qu'en septembre 1945, les autorités américaines décidaient d'arrêter les transferts vers la France.

Nous reviendrons sur cet important problème. Disons seulement que la « main-d'œuvre prisonniers de guerre » joue, en France, le même rôle qu'elle a joué en Allemagne, pendant la guerre : Du travail à bon marché pour les capitalistes et l'Etat des patrons.

Contre l'ennemi commun, une seule réponse : SOLIDARITE PROLETARIENNE. Les ouvriers belges ont montré la seule voie révolutionnaire. Voici ce que la *Vérité* écrivait le 14 juin :

« Au cours d'une récente catastrophe minière dans la région de Charleroi, 16 mineurs, parmi lesquels 7 prisonniers allemands, ont trouvé la mort. A l'enterrement des victimes, une immense foule de plus de 10.000 personnes se rassembla.

« On apprit que les prisonniers allemands seraient enterrés à part. On apprit aussi que la gendarmerie belge avait menacé de fusiller des otages parmi les mineurs allemands prisonniers s'ils cessaient le travail ce jour-là

« Immédiatement, les délégués des mineurs belges allèrent aux baraques des prisonniers et emmenèrent un grand nombre de prisonniers avec eux sur la tombe de leurs camarades allemands où ils déposèrent des bouquets de fleurs, spontanément apportés par les mineurs belges, et devant les tombes fraîchement ouvertes, pour honorer ces nouvelles victimes du régime capitaliste, une délégation des mineurs belges et une délégation des prisonniers allemands joignirent leurs mains et s'adressèrent ensemble à la foule qui s'était rassemblée. Le camarade allemand termina ainsi son bref discours : « Camarades belges, jamais, lorsque nous serons revenus chez nous, nous n'oublierons votre geste de solidarité. »

La bataille des salaires

La lutte que *La Vérité* mène depuis des semaines pour une véritable revalorisation du pouvoir d'achat des masses travailleuses, nous a suscité un vaste courrier. Nous extrayons aujourd'hui des passages des principales lettres que nous avons reçues. Quelques-unes critiquent nos positions. Nous nous faisons un devoir, parce que le P.C.I. est vraiment un parti où joue la démocratie prolétarienne, de les insérer.

De NICE

Rappel depuis le 15 mars

Avec l'augmentation de salaires, il nous faut aussi le rappel depuis le 15 mars 1946, comme cela a été promis par le gouvernement et la C.G.T. Déjà les salaires devaient être augmentés le 15 janvier, ils ne l'ont pas été, on nous avait promis le rappel au 15 mars, nous n'avons vu ni l'un ni l'autre. Nous commençons à comprendre qu'on se fiche de nous royalement, mais cela ne durera pas toujours et mes camarades le disent bien, il n'y a que l'action qui puisse faire aboutir, et toutes les palabres des vendus nous laissent maintenant froids. Il nous faut une augmentation substantielle. Je travaillerai pour que nous allions en masse dans la IVe Internationale.

Pour un groupe de camarades,
Louis LEBLANC.

De MONTLUÇON

Il faudrait une grève totale

Je dois vous dire qu'ici à Montluçon, les staliniens continuent à intoxiquer les travailleurs. Ils ont été à fond contre le blocage des salaires jusqu'à la pirouette électorale, mais, il y a une semaine environ, ils se sont offusqués quand un vieux syndicaliste, ex-confédéré, a parlé de grève totale ; l'un d'eux, délégué des cheminots, a même demandé comment on pouvait faire ça ! Parlons aussi du ravitaillement : les dirigeants staliniens réclamaient le ministère à cor et à cri au moment de la campagne électorale : vous avez raison de dire que Thorez a perdu la mémoire puisqu'il n'en parle plus ; bah ! soyez bien tranquille, camarade, ça va revenir avant les prochaines élections... et dire qu'il y a des travailleurs qui se laissent prendre à ce terrible jeu. J'espère, camarade, que vous allez continuer votre action.

Paul BERT.

De PARIS

Nos revendications réduites presque à zéro

Le parti communiste français a trahi le prolétariat. Aux dernières sessions du Comité central du P. C. F. le camarade Thorez a dit notamment : « Le point le plus important, c'est l'augmentation de 25 % réclamée par la C.G.T., nous l'avons approuvée dès avant le scrutin ; elle est justifiée, il n'est pas vrai qu'il y ait forcément une course infernale entre prix et salaires, la part de l'ouvrier peut augmenter sans qu'augmentent les prix. » Le jeudi 20 juin, un demi-million de syndiqués quittant leur travail ont répondu à l'appel de la C.G.T. pour manifester et montrer leur indignation aux actes inadmissibles des fascistes contre l'immeuble du Comité central du P.C.F. Combien sont nombreux nos camarades qui ont défilé en brandissant des pancartes et des calicots portant à peu près ceci : « Nous voulons nos 25 % ! » Mais, trois jours plus tard, « pour l'intérêt des travailleurs et l'intérêt du pays », c'est l'Humanité qui le dit, les responsables du P. C. F. ont accepté un compromis avec le M. R. P., ce qui réduit les revendications presque à zéro.

Camarades, c'est un communiste et un révolutionnaire qui vous invite à venir grossir les rangs de la IVe Internationale, seule capable de nous conduire vers la révolution socialiste.

Camarade P. R...
Paris (8e).

De MARSEILLE

Le P. C. F. libérera la classe ouvrière

Je suis un communiste encore jeune, j'ai dix-neuf ans, mais j'ai compris la volonté des militants et des dirigeants du P. C. F. de libérer la classe ouvrière. Aussi la lecture de La Vérité *m'a singulièrement touché, mais, dans le sens contraire à celui de vos désirs... Dès la première page du n° 129 une photo représentant les ouvriers défilant sous le balcon du P. C. F. et soustitrée : « Ils regardaient avec confiance le balcon du P.C.F., ne se doutant pas que Thorez sacrifierait leurs 25 % à la reconduction du tripartisme stérile. » Stérile d'accord, le tripartisme le restera. Mais les communistes sont entrés au gouvernement après avoir obtenu un minimum qui n'annule en rien les 25 % de la C.G.T., dont vous dites d'ailleurs que les dirigeants sont les hommes du Bureau politique du P.C.F. Le P.C.F. s'est nettement prononcé pour la stabilisation des prix et a soutenu le système cégétiste relatif à cela. Ou je ne comprends pas non plus, c'est lorsque vous mettez la S.F.I.O. et le parti sur le même pied. Je n'ai pas souvenance que la S.F.I.O. ait conditionné son entrée au gouvernement par l'augmentation des salaires (ce dont vous faites mention d'ailleurs). Je suis d'accord avec vous lorsque vous dites qu'on aurait pu former un gouvernement socialo-communiste-cégétiste qui réponde aux aspirations de plus de neuf millions de travailleurs et assimilés. Mais est-ce le P.C.F. qui s'y est opposé ? La S.F.I.O., en octobre, en janvier, en juin, a repoussé la proposition communiste du bipartisme, défendant à tout propos le M.R.P... De tout temps la politique du P.C.F. est restée la même, elle n'a qu'un but : l'intérêt du peuple et le débarrasser des trusts et de l'argent...*

Salutations d'un communiste.

Francis JEAN (Marseille).

★

Le peu de place dont nous disposons ne nous permet pas, à notre grand regret, une longue réponse. En ce qui concerne les 25 %, Paul Bert, de Montluçon, a déjà répondu. Ajoutons seulement que le camarade se trompe lorsqu'il dit que les ministres communistes n'ont pas abandonné les 25 % pour entrer au gouvernement. Pour ce qui est du gouvernement bipartite, il est vrai que les Daniel Mayer n'ont même pas essayé de rompre le tripartisme, mais si les dirigeants du P.C.F. avaient voulu réellement constituer un gouvernement sans M.R.Pétistes, au lieu de demander à ceux qui ne voulaient pas le faire, c'est-à-dire au comité directeur de la S.F.I.O., ils auraient appelé tous les travailleurs à se mobiliser pour soutenir tel gouvernement. Nous sommes sûrs que c'est par centaines de milliers qu'ils auraient répondu.

Les revendications des postiers

LES petits fonctionnaires réclament tous à juste raison non seulement un rajustement des traitements ou salaires mais aussi le reclassement de la fonction publique. En effet, les fonctionnaires à emploi similaire ne touchent pas toujours des traitements équivalents : c'est ainsi que les postiers sont d'une façon générale les parents pauvres d'une famille indigente.

Un seul exemple : un monteur des P.T.T., chargé de l'entretien des installations téléphoniques chez les abonnés, gagne au bout de dix ans de service un peu moins qu'un camarade débutant à la Compagnie du Gaz à titre de releveur de compteurs, soit environ 5.000 francs pour le premier contre 7.000 francs au deuxième. Je ne veux pas parler des derniers avantages, auxquels j'applaudis en tant que salarié, promis à ces derniers qui, s'ils aboutissent, élargiront toujours à notre détriment cette marge. Je ne tiens à parler que de l'acquis. Il se suffit à lui-même.

Or, contre un tel état de choses, quelle est l'attitude de la Fédération postale : de timides et rares articles dans les colonnes de son journal, comptes rendus succincts de non moins timorées délégations devant lesquelles on n'a pu reculer sous la pression de militants qualifiés par les dirigeants d'éléments troubles, de provocateurs. Ainsi jusqu'à ce jour, et pour cause, il ne saurait être question de grève chez les postiers : les Bontemps, Fleury et Costes veillent au grain, en maîtres-valets ils pensent pouvoir toujours garder la F. P. en main. Camarades postiers, vous passerez outre si besoin est à l'invitation au calme de vos responsables syndicaux. Vous exigerez pour l'immédiat la revalorisation rapide de la fonction publique, et pour les postiers en particulier l'obtention, quel qu'en soit le prix, des parités externes.

Mais peut-être penserez-vous qu'à défaut de salaires décents nous avons des avantages : un congé annuel plus étendu, ou un horaire de travail plus léger. Eh bien! nous ne bénéficions à l'heure actuelle que de trois semaines de congé, et il nous faut dans certains services, tel que le service technique, assurer 48 heures par semaine pour un salaire — tenez-vous bien — de 40 heures sous prétexte que nous sommes rétribués au mois. Nous travaillons ainsi une heure sur cinq gratuitement. Qu'il y a loin de cela à la loi Croizat sur la majoration des heures supplémentaires. Camarades, sur ce point encore notre position sera une : A 48 HEURES DE TRAVAIL, 48 HEURES DE SALAIRES, la semaine légale de travail étant de 40 heures.

Ainsi donc, camarades, il apparaît que la devise DIVISER POUR REGNER est une fois de plus mise en application. Et pourtant là ne s'arrêtent pas les manœuvres de DIVISION. DIVISION encore, à mon sens, que ce mot d'ordre des 25 % d'augmentation : le lait, le beurre, etc., augmentent dans la même proportion pour tous, alors que les 25 % n'apporteront pour les uns qu'une augmentation dérisoire, alors qu'elle sera pour un fonctionnaire aux appointements de 200.000 francs un appoint substantiel de 50.000 francs.

Enfin, suprême division, et cela, camarades, est à mes yeux la plus dangereuse : LES ALLOCATIONS FAMILIALES. Un père de trois enfants dont la femme reste au foyer doit se contenter de 3.000 francs d'allocations mensuelles y compris celle de la mère au foyer. Avec les propositions envisagées il touchera peut-être demain 4.500 francs. Or, camarades, songez que les familles nombreuses seront frappées plus lourdement par les augmentations massives de l'alimentation essentielle de l'enfance: celles des farines et du lait.

Nous devons réclamer :

1° Une aide effective et non plus une aumône, à partir du premier enfant, quel que soit son origine ou la date du mariage.
2° Un taux uniforme par enfant.
3° Le droit aux A. S. pour les mères de famille restant à leur foyer et les mêmes avantages que ceux accordés aux travailleurs.
4° La création de crèches.

Raymond RIVAT.

Bientôt

LA SEMAINE DE 54 HEURES

E 2 juillet 1946 le Conseil national du Patronat français adressait à ses adhérents une circulaire ayant trait à la revalorisation des salaires. Nous en extrayons un passage essentiel :

« La seule solution qui puisse servir les véritables intérêts des travailleurs est de déclencher une baisse des prix dans les secteurs où la marge des prix et le taux de marche le permettent. Il est possible actuellement de faire baisser certains prix, surtout pour les objets d'utilité et de consommation courante. Ce mouvement de baisse s'accentuera avec l'augmentation de la production et du nombre de produits offerts au consommateur. *Il est donc à souhaiter que le travail à 48 heures et plus s'intensifie dans toutes les industries, au fur et à mesure de l'augmentation des approvisionnements en matières premières. Mais, parallèlement, il est indispensable de desserrer la réglementation abusive d'un dirigisme qui a prouvé sa stérilité.* »

Ainsi, les patrons se préparent à exiger que la journée de travail s'allonge encore. Plus le temps de travail passé derrière la machine est grand, plus la plus-value augmente, plus leur profit grandit.

Le patronat français formule encore une autre exigence : « Il faut en finir avec le contrôle de l'Etat sur nos affaires, il faut cesser les nationalisations. » Ce contrôle n'est cependant pas bien méchant, puisque cet « Etat », c'est l'Etat des patrons, ces nationalisations n'ont cependant pas dépossédé les actionnaires. Mais c'est encore de trop.

Quelle va être la réponse des dirigeants staliniens et réformistes devant cette offensive ?

Frachon et Jouhaux ont déjà répondu : « Aujourd'hui comme hier il faut, avant tout, produire. »

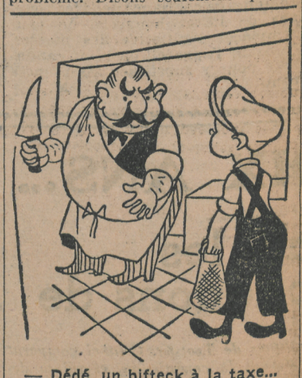
Au gouvernement, ministres socialistes et communistes ont enterré le problème des nationalisations, à la demande de Bidault, l'enfant chéri des sacristies.

LA VERITE
Hebdomadaire du P. C. I.
19, rue Daguerre, Paris-14e
Tél. : SUFfren 62-31
Rédacteur en chef-gérant
Maurice JUILLIA
Administrateur
Guy TEXIER
Adresser toute la correspondance
19, rue Daguerre, Paris-14e

25, 21 ou 19 %

D'après les propositions de la Conférence nationale économique, voici quel devra être le salaire du manœuvre du bâtiment :

Le salaire minimum actuel est de 20 fr., le salaire moyen maximum de 23 fr. L'augmentation, calculée sur le salaire moyen maximum : 23 × 0,25 = 5 fr. 75, est AJOUTEE AU SALAIRE MINIMUM : 20 + 5,75 = 25,75 pour constituer le « salaire d'embauche ». Un ouvrier nouvellement embauché est un mineur dans l'usine. Quel avantage pour le patron et quelle arme entre ses mains ! Ces 25,75 seront valables le premier mois ; les deux mois suivants, ce salaire minimum est majoré de 4 %, c'est-à-dire porté à 26,78 ; le troisième mois, il est à nouveau majoré de 4 %, donc amené à 27,81. Le salaire moyen maximum est établi à 15 % au-dessus du niveau minimum d'embauche, c'est-à-dire à 29,61. Pour un ouvrier, le problème était beaucoup plus simple : 25 % d'augmentation, c'était 25 % sur le *salaire réellement touché.*



— Dédé, un bifteck à la taxe...
— Mais c'est une Farg... ce ! A la taxe, c'est du mou.

Ils revisent Marx et Lenine

DANS le dernier numéro de la *Vérité* nous avons expliqué le mécanisme de la création de la valeur, et nous ajoutions : c'est en surexploitant l'ouvrier que les patrons sont arrivés à maintenir leur part de plus-value, mais ils ne seraient jamais arrivés à ce résultat s'ils n'avaient eu pour les aider les dirigeants du P.C.F.

Voyons comment les « théoriciens » staliniens ont falsifié le marxisme.

Dans les « Cahiers du Communisme » de février 1946, Jean Laffitte essayait de justifier la politique du « Produire d'abord » en se couvrant de Marx. Février c'était l'époque du blocage des salaires, le P.C.F. expliquait que l'amélioration des conditions de vie était uniquement conditionnée par l'accroissement du rendement individuel et l'augmentation de la production qui devait entraîner une baisse des prix :

L'huile de bras ne coûte pas cher

Tout abaissement du temps de travail nécessaire à la fabrication d'une marchandise doit entraîner normalement la baisse du prix de cette marchandise. Cet abaissement du temps de fabrication dépend de plusieurs facteurs. IL RESIDE EN PREMIER LIEU DANS L'AMELIORATION DU RENDEMENT PERSONNEL, par une meilleure technique du travail et UN EFFORT PLUS GRAND, écrivait notre épigone.

Marx a expliqué que le développement des forces productives (machinisme) est la forme la plus efficace de l'abaissement du temps de fabrication, donc de l'abaissement de la valeur des marchandises, c'est-à-dire de leur prix en dernier ressort, mais il n'a jamais entendu par là « l'effort individuel », c'est-à-dire « l'huile de bras ».

S'adressant aux travailleurs groupés dans la Ire Internationale, Marx écrivait en 1865 dans *Salaires, Prix et Profits* : En augmentant son intensité de travail, un homme peut dépenser autant de force vitale en une heure qu'il en dépensait auparavant en deux heures. Si l'accroissement de l'intensité du travail ou si l'augmentation de la somme de travail dépensée en une heure marche de pair avec la réduction de la journée de travail, c'est alors le travailleur qui en sera le bénéficiaire.

La concurrence fera baisser les prix

Jean Laffitte poursuivant son argumentation écrit : *De son côté le développement de la production en augmentant le nombre de marchandises entraîne en même temps la baisse du prix de revient permet le développement de la concurrence.*

Constatons d'abord que la prévision ne s'est pas réalisée : malgré l'effort de production les prix n'ont pas baissé. C'était fatal. En effet, s'il est vrai qu'en régime capitaliste la loi de l'offre et de la demande joue, elle ne fait varier les prix que dans une limite très restreinte. La baisse réelle des prix ne pouvait être obtenue que par une diminution générale des temps de travail due à la modernisation de tout l'appareil de production alors qu'il y a eu seulement rafistolage.

Mais notre revisionniste ne se contente pas de falsifier Marx, il tire un trait sur les découvertes de Lénine. Etudiant l'impérialisme, Lénine écrivait :

« Marx démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme, que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle à son tour, arrivée à un certain degré de son développement, conduit au monopole. Maintenant les monopoles sont devenus un fait... ils s'entendent sur les conditions de vente, les échéances, Ils se répartissent les débouchés. Ils fixent la quantité des produits à fabriquer, ainsi *que les prix.* Ils partagent les bénéfices entre les différentes entreprises et... ».

Le développement des monopoles — qui n'a fait que s'accentuer pendant cette guerre, empêche la « concurrence » de jouer, comme au beau temps du capitalisme ascendant. Nos « théoriciens » ne se rappellent donc plus qu'avant la guerre, les marchés regorgeaient de marchandises alors que les travailleurs ne pouvaient pas satisfaire la totalité de leurs besoins.

On revise sans reviser

La veille des élections, les dirigeants staliniens brûlaient ce qu'ils adoraient depuis des mois. A grand fracas, le P.C.F. se prononçait pour le déblocage des salaires. C'est Maurice Thorez qui fut chargé de faire le « redressement théorique » dans son discours de clôture à la réunion du comité central, le 16 juin. Il a repris Marx et redécouvert : « que la hausse des salaires était possible sans augmentation du coût de la vie ». Les trotskystes expliquaient cela depuis des mois.

Mais Thorez n'est pas allé évidemment jusqu'à répudier la politique du travail au rendement et du produire d'abord car il déclare : « Ces notions générales ne donnent pas encore toute la réponse au problème actuel. Il convient en outre de tenir compte de l'augmentation du rendement, de la productivité accrue du travail ».

Depuis cette date il est possible de voir plus clair dans la politique des dirigeants staliniens. A des fins électoralistes et poussés par le mécontentement populaire ils ont revisé à nouveau, mais ça n'était que provisoire. Maintenant que les patrons ont lâché une petite augmentation il va falloir remettre ça, retrousser ses manches et crever les plafonds.

M. M.

Erratum. — Il fallait lire la semaine dernière, dans le deuxième paragraphe : « Seulement le patron achète cette marchandise (force de travail) bien au-dessous de la valeur qu'elle est capable de reproduire » au lieu de : « bien au-dessous de sa valeur ».

Les grèves

LES PECHEURS SE METTENT EN GREVE A DUNKERQUE

Les pêcheurs en ont assez du contrôle qu'exercent sur eux les gros mareyeurs. Ils exigent de pouvoir vendre à leur gré et sans contrôle le produit de leur pêche. Aucun bateau n'est sorti du port le 17 juillet.

GREVES A BESANÇON

Une grève générale a éclaté le 17 juillet dans les compagnies de compteurs de Besançon. Les ouvriers réclament une augmentation de salaires. Les ouvriers de la métallurgie ont envisagé de se mettre également en grève si satisfaction n'est pas donnée aux ouvriers des compteurs. De leur côté, les ouvriers des usines Douge et des établissements de gravure chimique se sont également mis en grève.

GREVES CHEZ CHAUSSON A GENNEVILLIERS, ASNIERES MEUDON

Depuis plusieurs jours, certains ateliers de fabrication faisaient la grève perlée, la section syndicale a envoyé une délégation à la direction pendant que le travail s'arrêtait dans chaque usine une demi-heure. Il s'agissait d'obtenir les 25 % ou, à défaut, 1.000 francs d'indemnité. Mais la grève était « symbolique », sa durée limitée par avance, aussi le patron a refusé cette élémentaire revendication et n'a accordé que 8 francs d'indemnité supplémentaire par jour pour les manœuvres et 11 francs pour les professionnels. Une fois de plus la section syndicale a capitulé.

Le gérant : M. JUILLIA.

Entreprise de Presse
100, r. Réaumur, Paris-2e
MARY, imprimeur,
Travail exécuté
par des ouvriers syndiqués

DES MILLIERS DE

SINISTRÉS SANS ABRI

Les sinistrés se demandent, et nul ne saurait leur contester ce droit, comment va actuellement la reconstruction de notre pays. Ceux qui nous intéressent ce sont les petits sinistrés; ceux qui sont propriétaires de leur petite maison et les locataires des immeubles de grand ou de moyen rendement. Pour les autres, nous n'avons pas à nous tourmenter.

Certes, M. Billoux se démène comme un diable au milieu d'un bénitier pour donner satisfaction à l'ensemble des sinistrés, et, à sa décharge, il est nécessaire de dire que la succession que lui a laissée le sinistre Dautry n'était pas des plus belles. Malheureusement pour lui, M. Billoux, en bon communiste français qu'il est, ne veut faire nulle peine à ceux de la grande propriété bâtie et il ne peut prendre que des demi-mesures.

M. Billoux, et avec lui, la direction de la Fédération Nationale du Bâtiment sont bien d'accord pour que l'on active au plus vite les travaux de reconstruction dans tous les domaines. L'idée en elle-même est très louable et nul ne saurait s'y opposer; mais où il y a maldonne, c'est quand on vient nous dire qu'il faut faire le maximum pour se procurer les matériaux. L'on sait qu'il y a des usines de produits rouges qui peuvent produire plus, qu'il en est d'autres qui ont été fermées pendant l'occupation, mais on ne fait pas tout ce que l'on pourrait faire de peur de froisser certains intérêts qui sont opposés à la reconstruction rapide de notre pays. Si par hasard le camarade Marcel Paul mécontentait quelques amis du M. R. P. ça n'irait pas tout seul et il vaut mieux laisser perdre, comme cela se passe dans certaines régions, des grumes plutôt que de les débiter pour en faire soit de la charpente ou de la menuiserie; de cette façon les marchands de bois ont la possibilité d'imposer leurs prix qui sont draconiens. L'Etat paiera et naturellement les contribuables.

Des sinistrés dans les caves

M. Billoux veut bien faire des mises hors-d'eau, là où les propriétaires ne se soucient pas de sauvegarder leurs locaux faisant preuve en cela de leur esprit rétrograde de toujours; mais ces mises hors-d'eau ne peuvent se faire que provisoirement et sans engager trop fort les deniers publics. Après, si les sinistrés peuvent arriver à se loger dedans c'est tant mieux et comme le plus souvent il manque les portes, les fenêtres, que les plafonds sont crevés, les locataires continuent d'habiter d'infectes taudis quand ce ne sont pas des caves, des greniers, ou simplement les abris du mur de l'Atlantique.

Vous voulez des matériaux, monsieur Billoux ? Alors adressez-vous aux ouvriers, aux ouvriers seulement. Supprimez les trusts, supprimez les profits, organisez le circuit de ces matériaux, n'envoyez plus à Tours de la tuile ou de la brique de Saône-et-Loire pour amener des produits similaires dans ce département, venant du Lot ou de la Dordogne; installez sur place à côté des bois, scieries, menuiseries, charpenteries, afin que vous n'ayez pas à payer plusieurs fois des transports que vous savez onéreux, veillez à ce que les ciments soient utilisés au plus près de leur fabrication.

Vous voulez reloger au plus vite tous les sinistrés d'une façon confortable. Soyez loué, monsieur Billoux; mais allez devant le Parlement et demandez que l'on fasse une loi qui mette en demeure les propriétaires récalcitrants d'avoir à mettre en chantier la réparation de leurs immeubles, faute de quoi une fois le délai imparti passé, l'Etat prendra entièrement à sa charge les réparations nécessaires et percevra les loyers jusqu'à ce que les frais engagés et les intérêts des frais soient récupérés. Faites une loi déclarant que pour ceux qui se refuseraient à construire là où le sinistre a été total, l'Etat deviendra le propriétaire direct sans que le défaillant se prévale de ses droits, même en matière de terrains.

Albert JONDEL.

Le FAUX et le VRAI

Contrôle sur le ravitaillement

SUR les marchés et dans les quartiers, des travailleurs contrôlent le ravitaillement à l'appel de la direction de la C.G.T., des équipes de contrôle surveillent les prix, livrent des commerçants à la police, traquent les mercantis.

Très bien, dirait-on, mais quand on y réfléchit d'un peu plus près, on s'aperçoit qu'il n'y a pas à applaudir.

Dans les quartiers et sur les marchés, ce contrôle ne s'exerce en fait que sur des petits commerçants. Or, si on sait que beaucoup parmi eux trafiquent dans leur arrière-boutique, on sait aussi qu'ils ne sont pas les organisateurs de la vie chère et du marché noir. Les seuls responsables : ce sont les gros producteurs et les gros intermédiaires. Or, contre eux rien n'est organisé. Bien entendu, il existe la pléiade d'agents, de policiers, de contrôleurs du gouvernement, mais, de ceux-là, il est préférable de ne pas tenir compte si on veut parler un peu sérieusement de la lutte contre le marché noir.

Ainsi contre le petit boutiquier, on dresse la C.G.T., forte de 6 millions d'adhérents organisés, mais contre les trusts de l'alimentation et les requins des Halles protégés par le gouvernement et s'appuyant sur la banque, la presse et les services officiels, on envoie une poignée de petits commerçants inorganisés et isolés.

Que pense un boutiquier de cette sorte de lutte contre le marché noir ? « Dans la lutte contre les gros qui m'oppriment, les travailleurs ne sont pas mes alliés, mais mes adversaires. Contre l'enclume des trusts, ils viennent me frapper comme un marteau ». Quelle source de propagande pour la démagogie fasciste qui veut précisément entraîner ces petites gens. Vous voyez diront l'*Epoque*, le *Pays* et autres P.R.L., les organisations ouvrières sont contre vous pendant que leurs ministres au gouvernement ne font rien contre les capitalistes. Et cette lutte est organisée par des dirigeants qui s'associent au M.R.P. sous prétexte de ne pas se couper des classes moyennes. C'est un énorme danger contre lequel les travailleurs doivent immédiatement réagir.

Et, pendant ce temps-là, le marché noir continue à prospérer. Pour l'abattre et lui faire rendre gorge il faut un contrôle, un contrôle qui s'attaque aux gros profiteurs, un contrôle qui allie les petits commerçants, les ménagères, les travailleurs et les paysans pauvres en un bloc soudé contre leurs oppresseurs communs, les trusts, les gros producteurs et les patrons.

C'est chez le gros producteur qui vend ses récoltes, et joue à la hausse que les petits paysans doivent aller contrôler, perquisitionner et sévir.

C'est dans les trains et les camions que le syndicat des transports tout entier doit suivre les victuailles et leur destination.

C'est aux Halles que les ménagères, les employés et tous les syndiqués doivent aller jeter la terreur chez les affameurs.

C'est à la source qu'il faut tarir le marché noir. Et pas seulement en contrôlant le ravitaillement proprement dit, mais aussi dans les usines où les travailleurs doivent contrôler les livres des industriels qui vendent les quelques outils et engrais qu'ils livrent aux paysans à des prix prohibitifs. Alors les travailleurs tiendront les spéculateurs à la gorge.

Les dirigeants de la C.G.T. ont organisé un faux, un mauvais contrôle. Ils l'ont fait pour ouvrir une soupape de sûreté au mécontentement populaire et pour empêcher les masses tout entières de se mobiliser contre les exploiteurs capitalistes. Mais ceci ne dégoûtera pas les travailleurs, les petites gens et les ménagères du contrôle populaire du ravitaillement et du contrôle ouvrier sur la production. Des comités de ménagères s'organiseront dans les quartiers, non pas sous le contrôle de quelques dames patronnesses de l'U.F.F., mais sous la direction des ménagères. Ils s'allieront aux coopératives, aux organisations de petits commerçants et entreront en contact avec des comités de villages et des coopératives de paysans pauvres. Dans les usines, les ouvriers passeront pardessus la loi Croizat qui « oblige » les patrons à présenter une fois par mois leurs livres de comptes au comité d'entreprise. Ils exigeront, avec l'aide des comptables syndiqués, l'ouverture à tout moment des livres de comptabilité et la publication des bénéfices gagnés sur la misère générale.

Ce n'est pas le contrôle populaire qu'il faut supprimer, mais le faux contrôle bureaucratique pour le remplacer par la vigilance et la mobilisation des exploités organisés.

Jacques PRIVAS.

ILS PEUVENT PAYER

LES patrons marchandent la revalorisation des salaires. Le gouvernement à leur solde les soutient dans leur lutte. Et, pendant ce temps, la presse économique continue de publier les bénéfices des trusts.

ENERGIE INDUSTRIELLE	1945	bénéfice net	34.674.850 fr.
FILATURE DE LAINE PEIGNEE DE LA REGION DE FOURMIES	—	—	11.873.733 fr.
CREDIT FONCIER COLONIAL ET DE BANQUE	—	—	17.946.734 fr.
STANDARD FRANÇAISE DES PETROLES	—	—	5.933.000 fr.
LIBRAIRIE HACHETTE	ex. 28 fév.1946	—	50.061.490 fr.
PHOSPHATE DE CONSTANTINE	1945	—	27.118.514 fr.
SOCIETE DU GAZ DE LYON	—	—	29.864.390 fr.
SOCIETE LYONNAISE DES FORCES	—	—	65.626.632 fr.
MOTRICES DU RHONE			
FORCES MOTRICES BONNE ET DRAC	—	—	13.540.000 fr.
HUTCHINSON	1945-1946		29.928.456 fr.

La prospérité d'une entreprise commerciale ne se caractérise pas seulement par les bénéfices. Mais aussi par l'augmentation des dividendes partagés, l'accroissement du capital, l'émission de nouvelles actions.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 nos) ..... 200 fr.
pour 6 mois (26 nos) ..... 100 fr.
pour 3 mois (13 nos) ..... 50 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom .....

Adresse .....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14e), et les mandats à : « LA VERITE », C.C.P. 5479-17 - Paris.

Signature :